

# CAHIERS DE RECHERCHE - CEIM

---



*Économie Politique  
Internationale*

Cahier de recherche 02-02

## **LE NATIONALISME ÉCONOMIQUE**

DANS LA PENSÉE ET LES POLITIQUES PUBLIQUES DU JAPON :  
PARTICULARISME, PRAGMATISME ET PUISSANCE

**ERIC BOULANGER**

CANDIDAT AU DOCTORAT, SCIENCE POLITIQUE UQAM

FÉVRIER 2002



Université du Québec à Montréal  
C.P. 8888, succ. Centre-ville,  
Montréal, H3C 3P8

Tel : (514) 987 3000 # 3910  
<http://www.ceim.uqam.ca>

GROUPE DE RECHERCHE SUR L'INTEGRATION CONTINENTALE  
<http://www.unites.uqam.ca/gric>

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteur-e et ne reflètent pas nécessairement ceux du Groupe de Recherches sur l'Intégration Continentale (GRIC) ou des membres du Centre Études internationales et Mondialisation (CEIM).

## TABLE DES MATIÈRES

### Première partie. Le nationalisme économique

1. Le nationalisme économique: critiques et définition
2. Le nationalisme économique au Japon

### Deuxième partie. Présentation du cadre d'analyse: l'État comme catalyseur des idées économiques

1. L'état comme « consommateur » d'idées économiques
2. L'État comme « producteur » d'idées économiques
3. Les origines étatiques et sociales des politiques économiques

### Troisième partie. Particularisme et pragmatisme dans la pensée économique japonaise

1. L'absence de « canons » économiques
2. Le rôle et la place de l'économiste
3. L'influence de la pensée occidentale de 1868 à 1952
  - Le pragmatisme économique au service de la puissance militaire et industrielle
  - Particularisme et nationalisme économiques
  - 1945: continuité et changement

### Quatrième partie. Le nationalisme économique durant les années de la forte croissance: les liens entre théorie et pratique

1. La nature des relations économiques internationales
  - Les origines historiques de la conception antagoniste des relations internationales
  - Les relations économiques internationales et l'État-nation
  - L'État-nation et la croissance rapide de l'économie
2. L'ouverture contrôlée de l'économie au monde
3. Le rôle de l'État et du marché dans la croissance économique
  - L'exclusion historique du marché de la rationalité économique
  - La rationalité de l'économie japonaise
  - Les trois dimensions de la rationalité économique

### Cinquième partie. Le particularisme de la pensée économique japonaise au début du 21<sup>ème</sup> siècle

1. Le particularisme à l'ère de la mondialisation
2. Le rôle de l'État à l'ère de la mondialisation

### Conclusion

Confronté à la puissance économique et militaire de l'Occident, le Japon s'est donné, dès la Restauration de Meiji en 1868, un objectif national à long terme: « rejoindre l'Occident ». Après la catastrophe de la Deuxième Guerre mondiale, cet objectif est renouvelé sous la forme cette fois-ci d'un « dépassement de l'Occident », sans les accents militaro-impérialistes des années trente et quarante.

Le système japonais fonctionne en grande partie grâce à la création d'objectifs économiques nationaux sur une base continue. Cette affirmation laisse entrevoir deux choses. Premièrement, la différence entre la réussite économique du Japon et la misère de certains pays d'Amérique du Sud et d'Afrique tient à l'élaboration d'objectifs nationaux qui, d'une part, dépassent dans le temps des buts immédiats comme la conquête de l'indépendance, le retrait de traités imposés de force ou l'expulsion des étrangers, et d'autre part, sont beaucoup plus que la simple représentation politique des fantasmes et démesures d'un dictateur. Deuxièmement, l'existence d'objectifs nationaux sépare la pensée et la pratique économiques nipponnes du libéralisme anglo-saxon dans la mesure où ce dernier s'appuie sur la recherche du profit – une notion jamais véritablement implantée au Japon – tandis que le nationalisme économique japonais exige, lui, des objectifs qui offrent une image future de la nation et qui, acceptés tacitement par la population, prennent la forme d'une solidarité nationale reliant les différentes forces sociales, politiques et économiques dans la construction d'un pays puissant et prospère. C'est justement par rapport à ces objectifs nationaux que s'est formulée la pensée économique du Japon, et ce, avant et après 1945, dans une remarquable continuité de pragmatisme et de particularisme à l'égard des théories étrangères et de leur interprétation dans le contexte historique de l'archipel.

Dans cette étude nous aborderons la question du nationalisme économique dans les politiques publiques et la pensée économique du Japon. Notre objet n'est pas d'offrir une définition exhaustive du nationalisme économique ou de participer au débat sur la nature libérale ou non de l'économie japonaise, mais de voir comment le nationalisme économique s'est implanté au Japon, puis comment il a évolué pour s'adapter à la réalité changeante de l'économie internationale depuis la Restauration de Meiji. Cette analyse se base sur l'hypothèse que le nationalisme économique s'est développé sous l'influence d'une constante interaction, voire d'une hybridation, entre les politiques publiques et les idées économiques avec comme catalyseur l'État japonais.

Comme l'indique le titre de cette étude, le nationalisme économique japonais possède trois caractéristiques: particularisme, pragmatisme et puissance. Lorsque le Japon s'est ouvert au monde au 19<sup>ème</sup> siècle, les théoriciens et praticiens de l'économie ont particularisé la pensée universelle occidentale afin de l'ajuster au contexte historique du pays. L'universalisme ou le cosmopolitisme ont tôt fait d'être rejetés et remplacés par une perspective dans laquelle les théories économiques occidentales ont été modifiées considérablement, tant dans les ouvrages que dans les politiques publiques, pour respecter les objectifs nationaux

de puissance économique. Par conséquent, les Japonais ont fait preuve d'un pragmatisme devenu célèbre, entre autres, en remettant en question plusieurs aspects des théories étrangères afin d'atteindre le statut de grande puissance le plus rapidement possible, en évitant les « écueils » de l'industrialisation (disparités, chômage, lutte de classes) ou les « erreurs » des autres pays plus avancés. La question de la puissance économique – et, à une certaine époque, militaire – a orienté les politiques publiques en matière d'industrialisation pour qu'elles favorisent l'éclosion d'un Japon autosuffisant, fort et indépendant. C'est dans cette perspective que nous présentons l'État nippon comme un catalyseur des idées économiques à l'image de son rôle comme catalyseur des forces économiques. Cette perspective améliore notre compréhension du fonctionnement du *Japon Inc* ou du *triangle d'airain* en présentant les origines, l'évolution et le cheminement des idées économiques au sein des milieux académiques et bureaucratiques et leur mise en application dans des politiques publiques.

La première partie de ce texte présente une définition généraliste du concept de nationalisme économique en le plaçant aux côtés des deux autres grands paradigmes de l'économie politique internationale, soit le libéralisme et le marxisme puis offre un aperçu du nationalisme économique japonais comme modèle de développement et de croissance économiques. La seconde partie présente le cadre d'analyse dans lequel le rôle de l'État est perçu comme un catalyseur des idées économiques. La troisième partie examine trois particularités de la pensée économique japonaise: l'influence des théories étrangères, le rôle de l'économiste et l'absence d'une perspective économique universelle et « canonique ». La quatrième partie entreprend de montrer comment s'articule le nationalisme économique dans les politiques publiques lors de la croissance rapide de l'économie et la dernière partie fait le point sur le nationalisme économique japonais et le particularisme à l'ère de la mondialisation.

## LE NATIONALISME ÉCONOMIQUE

Cette partie du texte présente, en premier lieu, notre définition du nationalisme économique dans le cadre d'un examen de ses critiques. L'enfant pauvre de l'économie politique internationale, le nationalisme économique n'a jamais été perçu comme un objet légitime de recherche avec comme conséquences la propension à le décrire comme une simple pratique économique belliqueuse ou encore, dans le cadre d'une critique de ses postulats théoriques, comme l'antithèse du libéralisme. En deuxième lieu, nous présentons, très brièvement et en guise d'introduction seulement, notre vision du nationalisme économique japonais.

### 1. Le nationalisme économique : critiques et définition

Il n'existe pas, à notre connaissance, une définition formalisée du concept de nationalisme économique, comme il en existe pour le libéralisme et le marxisme, et telle qu'on pourrait la retrouver pour ces deux paradigmes dans un manuel d'économie. Le nationalisme économique ne forme pas, dans la science économique du moins, un paradigme traditionnel comme l'entend Thomas Kuhn. Le nationalisme économique n'offre pas à un chercheur ces :

« exemples reconnus de travail scientifique réel – exemples qui englobent des lois, des théories, des applications et des dispositifs expérimentaux – fournissant des modèles qui donnent naissance à des traditions particulières et cohérentes de recherche scientifique (...) ».<sup>1</sup>

C'est dans cet état d'esprit que Robert Gilpin parle du nationalisme économique comme « a set of themes or attitudes rather than a coherent and systematic body of economic or political theory ». Il n'est qu'une nouvelle formulation d'anciens termes comme le mercantilisme, le protectionnisme ou l'école historique allemande.<sup>2</sup> Gilpin n'est pas le seul à penser ainsi. Le nationalisme économique, souvent réduit à sa plus simple formulation mercantiliste, est présenté comme une « pratique » et une « doctrine mesquine » de construction étatique.<sup>3</sup> Le nationalisme économique ne ferait que reproduire les erreurs du mercantilisme, refusant l'idée de progrès et d'accumulation de la richesse par la libre circulation des biens. Bref, le nationalisme économique est considéré comme l'antithèse du

<sup>1</sup> T. S. Kuhn (1983), *La structure des révolutions scientifiques*, Paris, Flammarion, p. 30.

<sup>2</sup> R. Gilpin (1987), *The Political Economy of International Relations*, Princeton, Princeton University Press, p. 31. Gilpin est toutefois l'un des seuls à présenter le nationalisme économique comme le troisième paradigme de l'économie politique internationale aux côtés du libéralisme et du marxisme.

<sup>3</sup> Un exemple contemporain de cette perception du nationalisme économique se trouve dans: Otto Hieronymi (dir) (1980), *The New Economic Nationalism*, New York, Praeger. L'éditeur écrit dans l'introduction que le nationalisme économique « est la cause et la conséquence de la crise des années soixante-dix » et représente une nouvelle manifestation du fascisme des années trente.

libéralisme, son côté sombre, la conséquence et/ou la cause du rejet de l'axiome libéral de paix et commerce.

Au niveau théorique, à l'instar du mercantilisme, plusieurs ont conclu que la « systématisme théorique » du nationalisme économique n'est en fait qu'un « mythe »,<sup>4</sup> qu'il ne représentait qu'un « retour à un mercantilisme pré-scientifique ».<sup>5</sup> Selon Spengler, le mercantilisme n'a jamais atteint un niveau à partir duquel on pourrait parler d'un « système autonome et cohérent d'idées ».<sup>6</sup> Philip Buck poursuit dans la même veine en affirmant que le mercantilisme « can hardly be called a system. There is no coherent body of theory developed by one writer; there is not even the relatively consistent viewpoint of a group of allied thinkers ».<sup>7</sup>

La critique d'Adam Smith du système mercantile, qu'il croyait « artificiel » et allant à l'encontre des principes de « l'économie naturelle » de « laissez-faire, laissez-passer », est longtemps demeurée, chez les économistes, la conception dominante sur la nature du mercantilisme, ceux-ci préférant soutenir « l'absence de toute théorie économique » avant Quesnay ou Smith.<sup>8</sup> Surtout, Buck remarque, que peu de spécialistes en dehors de la science économique se sont penchés sur le mercantilisme, d'où le résultat de la prédominance d'une critique pernicieuse et libérale sur la nature du mercantilisme et du nationalisme économique.<sup>9</sup>

L'économiste libéral, Michael Heilperin, affirme que l'expression « nationalisme économique » a été « employée et mise en lumière » pour la première fois par Leo Pasvolsky dans son ouvrage intitulé *Economic Nationalism and the Danubian States*, publié en 1928 par l'Institution Brookings de Washington.<sup>10</sup> Ce livre a marqué les analyses subséquentes du nationalisme économique dans la mesure où l'auteur y réduit cette « doctrine » à tout ce qui ne concordait pas avec la théorie libérale ou qui ne pouvait pas être analysé par celle-ci.<sup>11</sup>

Avec la transformation rapide de l'ordre international entre les années vingt et quarante, le nationalisme économique est devenu un concept analysé et représenté dans plusieurs ouvrages et manuels en économie, histoire et science politique.<sup>12</sup> Les définitions proposées ont cependant peu de variantes et sont en général composées

<sup>4</sup> C. Larrère (1992), *L'invention de l'économie au XVIII<sup>ème</sup> siècle: du droit naturel à la physiocratie*, Paris, P.U.F., p. 95.

<sup>5</sup> B. Semmel (1970), *The Rise of Free Trade Imperialism*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 180.

<sup>6</sup> J. Spengler (1970), « Mercantilistes, physiocrates et théorie de la croissance », in B. F. Hoselitz et al., *Théories de la croissance économique*, Paris, Dunod, p. 4.

<sup>7</sup> P. Buck (1964), *The Politics of Mercantilism*, New York, Octagon Books, p. 2.

<sup>8</sup> C. Larrère (1992), *op. cit.*, p. 95.

<sup>9</sup> P. Buck (1964), *op. cit.*, p. 3.

<sup>10</sup> M. A. Heilperin (1963 [1960]), *Le nationalisme économique*, Paris, Payot, p. 17.

<sup>11</sup> J. Kofman (1990), « How to Define Economic Nationalism? A Critical Review of Some Old and New Standpoints », in H. Szlajfer (dir), *Economic Nationalism in East-Central Europe and South America*, Genève, Librairie Dioz, p. 24.

<sup>12</sup> La montée du nationalisme en Europe, la grande dépression, le démembrement de l'Empire austro-hongrois et la création de nouveaux États ont tous été des facteurs stratégiques dans la popularité des études sur le nationalisme économique avant 1945. D. Levi-Faur (1997), « Economic Nationalism: From Friedrich List to Robert Reich », *Review of International Studies*, vol. 23, no. 3, juillet, pp. 359-60; J. Kofman (1990), *op. cit.*, pp. 22-7.

des éléments suivants: le nationalisme économique fait la promotion de l'autarcie; de la guerre militaire et/ou commerciale; de la richesse de l'État au détriment du bien-être individuel et des libertés fondamentales; du collectivisme et du totalitarisme; du protectionnisme et du contrôle du commerce extérieur.<sup>13</sup>

Après la Deuxième Guerre mondiale, les analyses du nationalisme économique ont été axées vers les pays en développement et leurs politiques économiques, mettant en branle le processus d'industrialisation de leur espace économique national. Ces analyses demeurent hostiles au nationalisme économique et le définissent comme un outil de construction étatique par le truchement du rôle négatif et malveillant de l'État dans l'économie et de sa promotion du collectivisme au détriment des libertés individuelles.<sup>14</sup>

La rivalité entre l'Ouest capitaliste et l'Est socialiste a aussi imposé des barrières énormes à la poursuite du développement théorique du nationalisme économique puisqu'il ne respectait pas la dichotomie des relations internationales de la Guerre froide. Comme le fait remarquer Bernadette Lanciaux :

« (...) it was impractical for any nation to follow a developmental model other than the two promoted by the superpowers. Classification of economic systems paralleled political alliances with superpower. Those aspects of their economic system that were consistent with the model employed by their superpower ally were those that received most attention, and other aspects of their economies become virtually invisible ».<sup>15</sup>

Au cours des trente glorieuses, le nationalisme économique a disparu des manuels d'économie. Il a fait toutefois une nouvelle apparition, sous l'appellation néomercantilisme, avec la hausse des différends commerciaux entre les États-Unis et ses partenaires commerciaux, en particulier le Japon. La connotation négative et belliqueuse demeure cependant. Par exemple, Katzenstein explique, en s'inspirant essentiellement du côté réaliste et amoral de la pensée de Bodin et Machiavel, que le néomercantilisme japonais « focussed (...) on extracting maximum benefits from international political economy » dans une expansion commerciale sur le plan

<sup>13</sup> T. E. Gregory (1931), « Economic Nationalism », *International Affairs*, vol. 10, no. 3, mai, pp. 289-306; C. Schrecker (1934), « The Growth of Economic Nationalism and Its International Consequences » *International Affairs*, vol. 13, no. 2, mars; E. Silberman (1939), *La guerre dans la pensée économique au XVI<sup>ème</sup> et XVII<sup>ème</sup> siècle*, Paris, Librairie du Recueil Sirey; E. M. Earle (1980 [1943]), « Adam Smith, Alexander Hamilton, Friedrich List: les fondements économiques de la puissance militaire », in E. M. Earle (dir), *Les maîtres de la stratégie*, Tome 1, Paris, Flammarion, pp. 141-178; F. Hertz (1947), *The Economic Problem of the Danudian States: A Study in Economic Nationalism*, Londres, Victor Gollancz.

<sup>14</sup> A. Breton (1964), « The Economics of Nationalism », *Journal of Political Economy*, vol. 72, no. 4, août, pp. 376-386; Harry G. Johnson (1967) (dir), *Economic Nationalism in Old and New States*, Chicago, The University of Chicago Press; F. H. Golay *et al.* (1969), *Underdevelopment and Economic Nationalism in Southeast Asia*, Ithaca, Cornell University Press; K. Valaskakis (1971), *Economic Nationalism and French Trade, 1870-1914*, Le Caire, Les Éditions Scientifiques; O. Hieronymi (1980) (dir), *op. cit.*; D. Seers (1983), *The Political Economy of Nationalism*, Oxford, Oxford University Press; P. J. Burnell (1986), *Economic Nationalism in the Third World*, Sussex, Harvester Press.

<sup>15</sup> B. Lanciaux (1997), « Postimperialism and the Promotion of a Japanese Model of Economic Development », *Journal of Economic Issues*, vol. 31, no. 2, pp. 473-4.



international qui se fait essentiellement à sens unique et au détriment d'une large portion de la société japonaise.<sup>16</sup>

Dans la présente étude nous défendons l'idée que le nationalisme économique est plus qu'une pratique de construction étatique ou de protection des industries nationales et qu'il ne doit pas être cantonné à une période spatio-temporelle particulière. Le nationalisme économique est un ensemble théorique, ou plus précisément, un ensemble diversifié de branches, d'approches et de concepts théoriques qui ne sont pas réductibles au (néo) mercantilisme ou à la théorie des stades économiques, mais qui possèdent, dans une optique prescriptible, une vision politique commune et en constante évolution du développement économique et des sociétés en général axée sur les caractéristiques historiques, socioculturelles, économiques et politiques de chaque nation. Le nationalisme économique est une théorie du développement et de la croissance économiques dans un monde volatile, instable et non sécuritaire. Il n'est pas l'antithèse du libéralisme, mais bel et bien une autre façon de voir la réalité des choses.

## 2. Le nationalisme économique au Japon

Fernand Braudel a écrit que « (...) l'État moderne (...) n'a pas fait le capitalisme, mais en a hérité » et le « capitalisme ne triomphe que lorsqu'il s'identifie avec l'État (...) ».<sup>17</sup> Au Japon l'État n'a effectivement pas fait le capitalisme, si cette affirmation se résume à la propriété des moyens de production qui, dans ce pays, a toujours été laissée au secteur privé. Au contraire de la Grande-Bretagne ou des États-Unis, l'État japonais a cependant imposé radicalement le capitalisme à la société, et par le biais de ses politiques publiques, il l'a nourri, protégé et constamment amélioré et renforcé pour qu'il puisse donner aux pays la puissance et les forces économiques nécessaires au rattrapage des pays avancés. Comme l'indique Liah Greenfeld, le nationalisme est arrivé au Japon avec l'étiquette « économique » attachée au « colis ». L'existence de la nation a été articulée par le truchement de slogans comme *fukoku kyohei* (pays prospère, armée puissante), *bummei kaika* (civilisation et lumières), *shokusan kogyo* (promotion de la production) ou *oitsuke oikuse* (rattrapage et dépassement) mettant ainsi en évidence l'idée de compétition entre les nations traduite au Japon, plus que partout ailleurs, par l'idée d'une concurrence économique internationale.<sup>18</sup> En réservant ainsi à l'économie une raison d'être extérieure à celle de la recherche du profit à court terme et en l'associant à l'idée de survie nationale, l'État japonais a favorisé l'éclosion d'un nationalisme économique qui s'est imprégné à toutes les classes sociales depuis l'époque de Meiji. Le conservatisme des élites a permis

<sup>16</sup> P. J. Katzenstein (1978), « Introduction: Domestic and International Forces and Strategies of Foreign Economic Policy », in P. J. Katzenstein (dir), *Between Power and Plenty*, Madison, The University of Wisconsin Press, pp. 16-21.

<sup>17</sup> F. Braudel (1985), *La dynamique du capitalisme*, Paris, Flammarion, p. 68.

<sup>18</sup> L. Greenfeld (2001), *The Spirit of Capitalism: Nationalism and Economic Growth*, Cambridge, Harvard University Press, p. 327. D'ailleurs, explique l'auteure, le terme « concurrence » a été traduit par *kyoso* un néologisme inventé au 19<sup>ème</sup> siècle pour décrire la réalité des relations économiques internationales. *Kyoso* exprime, littéralement, l'idée d'une « course » et d'un « combat ». Une signification passablement différente des termes anglais et allemand (*competition/Konkurrenz*), ou même russe (*sorevnovanie* qui peut se traduire par s'entraider ou courir ensemble).

l'hégémonie du nationalisme économique sur les autres courants de pensée. C'est vers la fin des années vingt qu'il s'est imposé comme un véritable système cohérent de pensée sous la forme de « l'économie gérée » ou de « l'économie de guerre ». Le pays s'est alors donné des objectifs en matière de sécurité et de puissance économiques qui ont été sauvegardés après 1945 – certes, selon une connotation commerciale – qui a permis au nationalisme économique d'évoluer et de se transformer sous la forme d'un *développementalisme* axé sur la puissance industrielle et financière du pays.

Par *développementalisme*, Chalmers Johnson entend la présence d'un État dont l'interventionnisme n'est pas basé sur la planification socialiste « irrationnelle » comme dans l'ex-URSS, ni sur l'absence de planification comme dans le libéralisme, mais sur une sorte de troisième voie, c'est-à-dire une planification capitaliste rationnelle où « l'encadrement administratif » de l'État se confond avec la propriété privée des moyens de production.<sup>19</sup>

Le *développementalisme* s'est développé sous l'influence de plusieurs modèles de pensée économique, comme par exemple l'école historique allemande, le protectionnisme et même, dans une certaine mesure, le keynésianisme et le marxisme. Ces influences ont été passablement transformées – et très souvent déshabillées de leur signification idéologique comme pour le marxisme – pour qu'elles s'ajustent aux impératifs industriels, militaires et politiques du Japon. Le *développementalisme* ou, plus généralement, le nationalisme économique japonais, est le résultat d'une fusion de la pensée économique occidentale et d'un système politique oriental millénaire.

---

<sup>19</sup> C. Johnson (1982), *MITI and the Japanese Miracle: The Growth of Industrial Policy, 1925-1979*, Stanford, Stanford University Press, pp. 17-19. Johnson n'a pas inventé le concept de *développementalisme*. Comme le fait remarquer Ha-Joon Chang, on peut retracer la conception contemporaine du *développementalisme* chez des économistes comme Gunnar Myrdal, Albert Hirschman ou même Simon Kuznets. Ce dernier présentait l'État comme un « médiateur » entre les « gagnants et les perdants » de la croissance économique. Un rôle que l'État japonais a effectivement toujours joué. H.-J. Chang (1999), « The Economic Theory of the Developmental State », in M. Woo-Cumings (dir), *The Developmental State*, Ithaca, Cornell University Press, pp. 182-3.

## PRÉSENTATION DU CADRE D'ANALYSE: L'ÉTAT COMME CATALYSEUR DES IDÉES ÉCONOMIQUES

En décembre 1931, Korekiyo Takahashi du Parti Seiyukai est nommé ministre des Finances dans le cabinet du gouvernement de Tsuyoshi Inukai.<sup>20</sup> Il entreprend alors une série de mesures économiques que nous pourrions aujourd'hui qualifier de nature keynésienne. Hugh Patrick les a décrites comme étant, « one of the most successful combinations of fiscal, monetary, and foreign exchange rate policies, in an adverse international environment, that the world has ever seen ».<sup>21</sup>

Le débat sur l'influence de Keynes au Japon s'ouvre sur ces politiques publiques, lesquelles avaient relancé l'économie avec une croissance annuelle moyenne de 4,3% entre 1931 et 1936. Takafusa Nakamura indique aussi que Takahashi avait anticipé de quelques années – dans un essai publié en 1929 plus précisément – le principe keynésien de l'effet multiplicateur de l'investissement, c'est-à-dire l'idée principale sur laquelle était fondée sa politique d'un déficit budgétaire.<sup>22</sup> Eisuke Sakakibara écrit au sujet des politiques publiques du ministre des Finances: « Takahashi's (...) fiscal policy became a textbook case of Keynesian macroeconomic stimulus, and it is astonishing to realize that these bold policies had already been implemented five years before the General Theory was published ».<sup>23</sup>

Dans cette perspective on peut se demander, d'une part, si Takahashi connaissait les ouvrages ou la pensée de Keynes, s'il s'en est inspiré, ou s'il a développé ses politiques économiques en conformité aux exigences immédiates de l'économie japonaise en dépression et de plus en plus isolée du monde extérieur? D'autre part, Keynes était-il, dans le milieu intellectuel japonais et au sein de la bureaucratie, une autorité en matière de politiques économiques ou qu'une figure énigmatique et une « influence secondaire » comme l'explique Sharon Nolte?<sup>24</sup>

Nous faisons référence à ce débat sur Keynes et son rôle dans les politiques publiques de l'époque parce qu'il se rapporte directement à la question de l'influence des idées et des théories économiques sur les politiques publiques et les liens qui unissent les premières aux secondes. C'est en premier lieu par le

---

<sup>20</sup> En français, le nom du Parti Seiyukai est le « Parti des amis du gouvernement constitutionnel ». Ce parti a été fondé en 1900 pour remplacer le Jiyuto (Parti de la Liberté), beaucoup plus libéral et qui réclamait une constitution basée sur celle de la France. L. Frédéric (1996), *Le Japon: dictionnaire et civilisation*, Paris, Robert Laffont, pp. 499 & 916.

<sup>21</sup> Cité dans: E. M. Hadley (1989), « The Diffusion of Keynesian Ideas in Japan », in P. A. Hall (dir), *The Political Power of Economic Ideas: Keynesianism across Nations*, Princeton, Princeton University Press, p. 293.

<sup>22</sup> *Idem*, p. 295.

<sup>23</sup> E. Sakakibara (1993), *Beyond Capitalism: The Japanese Model of Market Economics*, Lanham, University Press of America, p. 79.

<sup>24</sup> S. Nolte (1987), *Liberalism in Modern Japan*, Berkeley, University of California Press, pp. 233-4. Comme le fait remarquer Nolte, les dirigeants s'inspiraient moins des ouvrages de Keynes et plus des « expériences » de l'époque au Japon et à l'étranger. D'ailleurs, le *New Deal* américain n'était sûrement pas inconnu des bureaucrates et des politiciens japonais.

truchement d'une définition du rôle et de la place de l'État dans le processus cognitif de formulation des idées économiques que l'on pourra déterminer la perspective la plus appropriée pour examiner les liens entre les idées et les politiques publiques.

L'État ne se contente pas d'utiliser des idées économiques développées ailleurs, dans le milieu universitaire par exemple, pour ensuite les transformer en politiques publiques, mais joue également un rôle central dans le développement et la formulation de ces idées. L'État est en fait un créateur d'idées économiques, dans un processus dynamique d'interaction avec les groupes commerciaux, bureaucratiques et intellectuels, mais limité par les impératifs de la raison d'État et de l'intérêt national.

On peut envisager trois perspectives afin d'analyser l'influence des idées sur les politiques publiques: une première, fondée sur le rationalisme positif, part du concept de l'État comme « consommateur » d'idées et de théories économiques. Cette perspective considère ce processus d'influence dans un sens unique, de l'université à l'État (pour simplifier à l'extrême). Une deuxième perspective examine le rôle de l'État – en particulier la structure historique de son organisation – dans le choix des politiques économiques les plus appropriées à son développement. Issue de l'étatisme des années quatre-vingt, cette perspective pointe le rôle autonome de l'État dans le développement et la croissance économiques. Enfin, une troisième perspective, plus récente, cherche à reconstituer le processus d'influence en considérant simultanément l'État comme un consommateur et un producteur d'idées économiques. Cette perspective, plus dynamique que les précédentes, entrevoit le développement des politiques publiques dans l'optique d'une interaction continue entre l'État, les groupes économiques, sociaux et intellectuels et le domaine de la connaissance. Les idées ne circulent plus dans une seule direction, de l'université à l'État, et ne sont plus développées en vase clos, mais voyagent dans une multitude de directions, sous une multitude de dimensions dans une forme de dialogue entre les principaux acteurs sociaux, économiques et politiques.

## 1. L'État comme « consommateur » d'idées économiques

Dans ce type d'analyse où les origines intellectuelles des politiques économiques sont abordées, l'État est habituellement considéré sous sa forme la plus simple, soit comme un « consommateur » d'idées économiques. L'ouvrage de Ernst Haas est représentatif de ce courant de pensée. L'interrogation à l'origine de son analyse indique que le cheminement des idées se fait à sens unique. Il écrit: « How does knowledge about nature and society makes the trip from lecture halls, think tanks, libraries, and documents to the minds of political actors? ».<sup>25</sup> La réponse qu'il apporte se fonde sur une « logique de la découverte »,<sup>26</sup> c'est-à-dire une vision de l'influence politique de la science, dans laquelle les nouvelles idées se trouvent en compétition sur un « marché » de la connaissance. Dans des

<sup>25</sup> E. B. Haas (1990), *When Knowledge is Power: Three Models of Change in International Organizations*, Berkely, University of California Press, p. 20.

<sup>26</sup> Une expression de N. Woods (1995), « Economic Ideas and International Relations: Beyond Rational Neglect », *International Studies Quarterly*, vol. 39, no. 2, juin, pp. 167-8.

circonstances précises, les meilleures idées s'imposent au détriment des autres comme dans la dynamique du marché où un produit vient en remplacer un autre de moindre qualité ou désuet. L'État est en somme un laboratoire où sont testées et mises à l'essai ces nouvelles idées, lesquelles deviendront éventuellement des politiques publiques officielles. Ce qui se passe au sein de l'État, le processus de sélection des « meilleures idées », n'est pas en soit très important. Le résultat de ce processus de sélection est visible dans les politiques publiques.<sup>27</sup>

Selon cette perspective pluraliste, le ministre des Finances Takahashi a dû être influencé par Keynes. Cela est tout à fait possible puisque dans le milieu intellectuel libéral japonais, Keynes était relativement bien connu et qu'une organisation, la « *Keynes Research Association* », avait été fondée dans les années vingt par le journaliste Tanzan Ishibashi.<sup>28</sup> Comme le fait remarquer Tessa Morris-Suzuki, à partir de cette époque les nouvelles idées et théories économiques parviennent rapidement au Japon. Les ouvrages étaient traduits, puis amplement discutés et critiqués dans le milieu académique. Alors que les œuvres de Karl Marx, John Stuart Mill et Friedrich List ont tardé, souvent de plusieurs décades, avant de se faire connaître, les ouvrages de Keynes ou de Schumpeter étaient habituellement disponibles en japonais l'année même de leur publication en anglais.<sup>29</sup> Il serait alors surprenant que les organes bureaucratiques puissent ne pas avoir été touchés, de loin ou de près, par la pensée de Keynes.

Une telle perspective suppose, au préalable, une perméabilité des institutions étatiques aux nouvelles idées et théories par le biais des groupes d'intérêt actifs aux frontières de l'État. Haas est clair à ce sujet: la connaissance est la « servante » de l'intérêt, et les groupes les plus puissants parviendront à imposer leurs intérêts et simultanément leurs idées économiques.<sup>30</sup> Le rôle de l'État et celui de l'intérêt national sont alors éclipsés de l'analyse. Pourtant, à la suite de Woods, on peut soulever l'hypothèse que « les politiques particulières favorisées par un État seront celles qui exprimeront le mieux l'intérêt national ».<sup>31</sup>

Le phénomène de transmission des idées serait en fin de compte beaucoup plus complexe que le laisse croire cette perspective. Par exemple, le gouvernement japonais a souvent introduit de sa propre initiative de nouvelles idées au sein de la

<sup>27</sup> C'est une perspective habituellement utilisée dans les relations internationales lorsqu'on discute de la coopération entre les États où on suppose que la solution choisie est celle qui était en fin de compte la « meilleure » pour chaque participant, sans considérer l'origine de la solution, c'est-à-dire l'origine des idées qui la soutiennent. Pour une critique de cette perspective, voir: G. Garrett & B. R. Weingast (1993), « Ideas, Interests, and Institutions: Constructing the European Community's Internal Market », in J. Goldstein & R. O. Keohane (dir), *Ideas and Foreign Policy: Beliefs, Institutions, and Political Change*, Ithaca, Cornell University Press, pp.173-206.

<sup>28</sup> E. M. Hadley (1989), *op. cit.*, pp. 294-295. Après la guerre, Tanzan Ishibashi (1884-1973) fut nommé ministre des Finances (1946-7) dans le cabinet de Shigeru Yoshida; il dirigea le « *Economic Stabilization Board* »; il prit la direction du MITI en 1954; et il devint Premier Ministre en 1956 (il démissionna deux mois plus tard pour des raisons de santé). Ishibashi se considérait comme un keynésien conservateur et il a très souvent contesté l'influence américaine sur la politique japonaise pendant les années de l'occupation. B. Gao (1997), *Economic Ideology and Japanese Industrial Policy: Developmentalism from 1931 to 1965*, Cambridge, Cambridge University Press, pp. 19 & 147-9.

<sup>29</sup> T. Morris-Suzuki (1989), *A History of Japanese Economic Thought*, Londres, Routledge, p. 93.

<sup>30</sup> E. B. Haas (1990), *op. cit.*, p. 21.

<sup>31</sup> N. Woods (1995), *loc. cit.*, p. 169 [notre traduction].

bureaucratie et propagé en retour ces idées dans le secteur privé et dans le milieu académique par le truchement d'instituts de recherche, d'agences gouvernementales ou de comités de consultation. Les « quartiers généraux de la productivité » (QGP), un organe du ministère de l'Industrie et du Commerce international (MITI), ont été les premiers dans les années cinquante à proposer au secteur privé un modèle de gestion moderne fondé sur les relations « harmonieuses » entre la direction des firmes et leurs employés.<sup>32</sup> Les QGP ont introduit plusieurs nouveaux concepts que leurs chercheurs ont ensuite développés sous la forme de projets de politiques publiques et de législation du travail. Enfin, au début de l'ère Meiji, plusieurs ouvrages d'économie politique ont été traduits par le gouvernement, entre autres une section de la *Richesse des Nations* d'Adam Smith portant sur les douanes et, plus récemment, le MITI a traduit le livre de Chalmers Johnson, *MITI and the Japanese Miracle*, publié aux États-Unis en 1982.<sup>33</sup>

## 2. L'État comme « producteur » d'idées économiques

S'opposant à la précédente, cette deuxième perspective prend en considération l'État comme « producteur » d'idées économiques. Elle est restée relativement sous-développée dans la mesure où elle ne prend pas en considération le chemin que devrait prendre les idées économiques, mais examine plutôt la « configuration institutionnelle » de l'État dans la mise en place des politiques publiques. La structure historique des institutions étatiques serait la principale variable dans la détermination des choix économiques d'un pays. Ainsi, des institutions étatiques fermées aux forces sociales modifieraient le résultat des politiques économiques, entre autres, par la rapidité d'implantation des politiques et l'influence « administrative » dans le processus décisionnel. Skocpol et Weir ont fait la démonstration que les politiques économiques formulées pour combattre la Grande Dépression des années trente aux États-Unis, en Grande-Bretagne et en Suède sont en grande partie le résultat des « caractéristiques structurelles de l'État et de l'héritage des politiques économiques déjà en existence ».<sup>34</sup> Alice Amsden montre que dans le cas de l'industrialisation sud-coréenne, les politiques économiques ont été développées dans le cadre d'un dirigisme peu ouvert aux intérêts de la société et qu'elles ont été, dans les années soixante, imposées de force aux *cheabols* contre l'abandon des accusations de corruption auxquelles ils faisaient face.<sup>35</sup>

Ainsi, pour revenir aux politiques de Takahashi, un déficit budgétaire était requis pour répondre aux exigences financières toujours grandissantes de l'Armée impériale pour la poursuite de ses opérations militaires en Asie et pour la production d'armements et de munitions. L'assassinat de Takahashi en février

<sup>32</sup> B. Gao (1997), *op. cit.*, p. 187-8. Nous y reviendrons.

<sup>33</sup> J. F. Bell (1960-61), « Origins of Japanese Academic Economics », *Monumenta Nipponica*, vol. 16, p. 286; C. Johnson (1999), « The Developmental State: Odyssey of a Concept », in M. Woo-Cumings (dir), *op. cit.*, pp. 43-7.

<sup>34</sup> T. Skocpol & M. Weir (1985), « State Structures and the Possibilities for "Keynesian" Responses to the Great Depression in Sweden, Britain, and the United States », in P. B. Evans *et al* (dir), *Bringing the State Back In*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 109.

<sup>35</sup> A. H. Amsden (1989), *Asia's Next Giant: South Korea and Late Industrialization*, New York, Oxford University Press, pp. 3-23.

1936 par des officiers de l'Armée peu de temps après qu'il ait suggéré de limiter les dépenses gouvernementales, reflétait une configuration institutionnelle dans laquelle les civils perdaient peu à peu de leur influence aux bénéfices des militaires.

Cette perspective met en relief les institutions de l'État au détriment de l'interaction de celles-ci avec les groupes et les idées économiques au sein de la société civile et à l'extérieur du pays. Elle suppose, comme le fait remarquer John Hall, que le « système de croyances » en place dans l'État est dans une « position de force » et dicte la « conduite de la vie sociale ».<sup>36</sup> Les années trente ont été une période où le pouvoir bureaucratique sur l'économie était à son apogée, et selon Bai Gao, même si les *zaibatsu* ont accepté ce dirigisme, ils n'ont pas craint en retour de critiquer les tentatives de l'État de gérer si étroitement l'activité économique nationale. De plus, la « *Showa Research Association* » (SRA), un *think tank* sous le contrôle du Prince Fumimaro Konoe et formé d'intellectuels nationalistes, a contribué activement à la formulation des idées économiques de l'époque, comme par exemple celles de la planification centralisée ou de la sphère de coprosperité.<sup>37</sup> Selon Fletcher, la SRA représente « a novel effort of Japanese intellectuals to gain national influence by providing an opportunity for journalists and academics to discuss issues regularly with government officials ».<sup>38</sup>

Ceci nous amène à notre perspective développée ici, laquelle suggère que l'État est à la fois un consommateur et un producteur d'idées. Autrement dit, un catalyseur d'idées économiques correspondant ainsi à son rôle dans le développement du pays.

### 3. Les origines étatiques et sociales des politiques économiques

Les limites des deux perspectives précédentes proviennent d'une exclusion mutuelle. La première suggère un État subordonné aux forces du marché tandis que la seconde l'envisage par le biais de son autonomie. Il faut plutôt considérer l'État comme un consommateur et producteur d'idées économiques. Toutefois, explique Robert Collins, la question n'est pas ce qui vient en premier, la science ou la politique publique:

« Policy and science often marched in tandem, moving farther and faster together than either would have moved alone, and moving closer and closer together as time passed: but it was policy – an assertion of political will in the fundamental sense – that caused the crucial first step to be taken ».<sup>39</sup>

<sup>36</sup> J. A. Hall (1993), « Ideas and the Social Sciences », in J. Goldstein & R. O. Keohane (dir), *op. cit.*, p. 35.

<sup>37</sup> W. M. Fletcher (1982), *The Search for a New Order: Intellectuals and Fascism in Prewar Japan*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, pp. 88 et suivantes. Le Prince Konoe a été Premier Ministre de 1937 à 1938 et de 1940 à 1941. Il est à l'origine du concept de la sphère de coprosperité en Asie.

<sup>38</sup> *Idem*, p. 88.

<sup>39</sup> R. M. Collins (1990), « The Emergence of Economic Growthmanship in the United States: Federal Policy and Economic Knowledge in the Truman Years », in M. O. Furner & B. Supple (dir), *The State and Economic Knowledge: The American and British Experiences*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 170.

Certes, la connaissance détient sa propre autonomie; « (...) ideas (...) have a social, cultural and intellectual history of their own, independent of immediate policy considerations ».<sup>40</sup> Toutefois, dans la même veine, Gourevith écrit, « to become policy, ideas must link up with politics – the mobilization of consent for politics ».<sup>41</sup> Les idées détiennent finalement un certain pouvoir politique sur la réalité économique par leurs connexions aux institutions étatiques.<sup>42</sup> Au contraire de ce que peut penser Haas, ce n'est pas toujours les « meilleures idées » qui « gagnent ».<sup>43</sup> La principale variable demeure l'État, le seul détenteur du pouvoir de légiférer sur les questions économiques.<sup>44</sup>

L'influence des idées économiques est « multidimensionnelle » et le rôle que l'État joue dans ce processus d'influence n'est pas négligeable. Le domaine de la connaissance n'est pas fermé aux influences de l'État. En fait, le contexte historique, la configuration des forces politiques au sein de l'État et de la société, l'état de la connaissance dans les milieux bureaucratiques et académiques, sont tous des éléments qui affectent le développement, la transmission et l'influence des idées économiques et leur transformation en politiques publiques. Mais en bout de ligne, les idées économiques vont être connectées à la réalité par le biais du pouvoir politique. C'est ainsi que l'État japonais peut être perçu comme un catalyseur des idées économiques, comme il est aussi le catalyseur des forces économiques.

Une fois le rôle de l'État clarifié, il faut aussi spécifier, surtout dans le cas du Japon, l'influence des œuvres économiques étrangères et le rôle de l'économiste dans la transmission des nouvelles idées. Bref, il faut considérer le particularisme du contexte historique et national.<sup>45</sup> A la suite de G. John Ikenberry, on doit distinguer l'adoption d'idées économiques étrangères – c'est-à-dire le développement et l'apprentissage de nouvelles connaissances – de « l'émulation » des pratiques étrangères.<sup>46</sup> Les conséquences ne sont pas les mêmes. Les premières sont beaucoup plus malléables, et ce n'est pas un hasard si, au Japon, les idées étrangères sont plus facilement adoptées parce que plus facilement adaptables.

Deux exemples: le *big bang* financier japonais de 1997-2001 est une transplantation des règles internationales, voire américaines, en matière de gestion

<sup>40</sup> M. O. Furner & B. Supple (1990), « Ideas, Institutions, and State in the United States and Britain: An Introduction », in M. O. Furner & B. Supple (dir), *op. cit.*, p. 15.

<sup>41</sup> P. A. Gourevith (1989), « Keynesian Politics: The Political Source of Economic Policy Choice », in P. A. Hall (dir), *op. cit.*, p. 87.

<sup>42</sup> M. O. Furner & B. Supple (1990), *op. cit.*, p. 34.

<sup>43</sup> E. B. Haas (1990), *op. cit.*, p. 88.

<sup>44</sup> Il faut prendre aussi en considération le fait que l'État peut bien utiliser, comme l'indique Donald Winch, des idées comme système de légitimation *post hoc* des politiques publiques ou bien encore pour « expliquer » des décisions prises au préalable et fondées sur d'autres intérêts. D. Winch (1990), « Economic Knowledge and Government in Britain: Some Historical and Comparative Reflections », in M. O. Furner & B. Supple (dir), *op. cit.*, p. 67.

<sup>45</sup> Par exemple, les États-Unis et la Grande-Bretagne sont les héritiers d'un ensemble commun d'idées économiques et politiques, mais leur développement industriel et financier respectif ont suivi une trajectoire différente, en particulier lors des crises économiques. M. O. Furner & B. Supple (1990), *op. cit.*, p. 7.

<sup>46</sup> G. J. Ikenberry (1990), « The International Spread of Privatization Policies: Inducements, Learning, and Policy Bangwagoning », in E. N. Suleiman & J. Waterbury (dir), *The Political Economy of Public Sector Reform and Privatization*, Boulder, Westview Press, p. 89.



et de supervision du système financier. Le fait que ce *big bang* ait duré 4 ans et que plusieurs mesures soient encore en attente d'implantation montrent la difficulté d'intégrer les pratiques étrangères dans le système financier japonais, doté de l'un des fonctionnements internes les plus particuliers des pays avancés. Par contre, les idées keynésiennes sur l'investissement et la demande, les idées marxistes sur la planification centralisée et celles de Schumpeter sur l'innovation technologique et l'*entrepreneurship* ont été spontanément transformées par les économistes afin de s'ajuster aux impératifs de la reconstruction de l'après-guerre et de la croissance rapide des années soixante. Elles sont, selon Bai Gao, les trois courants principaux qui soutiennent le *développementalisme*, mais auparavant, ces idées ont été transformées au point de devenir incompréhensibles si on ne prend pas en considération l'intérêt de l'État de rattraper les pays occidentaux et de faire du Japon une grande puissance économique.<sup>47</sup>

Les idées liées au nationalisme économique se sont implantées par le biais, non seulement des intellectuels, mais également des institutions étatiques, des contacts avec les pratiques économiques étrangères et l'influence des groupes socio-économiques. Selon les époques, les impératifs militaires et/ou économiques de l'État ont fait fusionner les diverses tendances pour qu'elles s'ajustent à l'intérêt national défendu. Il n'est pas surprenant d'entendre un économiste comme Ryutaro Komiya affirmer que dans les années cinquante les économistes de son milieu académique avaient beaucoup de difficultés à communiquer avec les bureaucrates et qu'ils ne partageaient pas le même « langage économique ».<sup>48</sup> La pensée néoclassique était alors peu présente dans les institutions étatiques et le pouvoir de formuler de nouvelles politiques publiques revenait aux économistes bureaucrates formés selon les principes de l'économie de guerre des années trente et quarante.

---

<sup>47</sup> B. Gao (1997), *op. cit.*, pp. 60-64.

<sup>48</sup> Cité dans : S. Kumon & A. Tanaka (1988), « From Prestige to Wealth, to Knowledge », in Y. Murakami & H. T. Patrick (dir), *The Political Economy of Japan*, vol. 2, *The Changing International Context*, Stanford, Stanford University Press, p. 505 (note 52).

## PARTICULARISME ET PRAGMATISME DANS LA PENSÉE ÉCONOMIQUE JAPONAISE

La question des grandes œuvres économiques japonaises, le rôle de l'économiste dans la société et l'influence de la pensée occidentale de 1868 à 1952 ont largement influencé l'évolution de la pensée du nationalisme économique.

La pensée économique occidentale a joué un rôle stratégique dans le développement des idées et des politiques économiques du Japon. Son influence a cependant toujours été jugulée par les efforts de la particulariser pour qu'elle s'ajuste aux impératifs de l'industrialisation du pays. En cela, les Japonais ont fait preuve d'un très grand pragmatisme qui a facilité l'intégration des idées étrangères aux leurs. L'influence de la pensée étrangère et son assimilation au cadre normatif national sont d'autant plus remarquables qu'on ne trouve pas au Japon une œuvre « canonique » qui aurait pu être le pivot de ce processus d'assimilation et d'évolution de la connaissance dans la sphère économique. Enfin, le rôle et la place de l'économiste dans la société et dans les institutions étatiques expliquent la continuité remarquable de la pensée économique avant et après 1945, la division des tâches entre les économistes « bureaucrates » et les économistes « universitaires » favorisant cette continuité.

### 1. L'absence de « canons » économiques

Lorsqu'il s'agit d'analyser l'importance et l'influence des idées et des théories économiques sur les politiques publiques, il paraît normal de commencer avec les œuvres dites « canoniques », dont leur statuts transcendent l'époque et le lieu de leur création. On peut penser à cet égard au *Capital* de Karl Marx, à *La Richesse des Nations* d'Adam Smith ou à la *Théorie Générale* de Keynes. Ces auteurs, et bien d'autres comme Schumpeter, Hayek ou Samuelson, ont élaboré des schémas et ont présenté, sous une forme synthétique, le système économique d'un ou plusieurs États et de leurs relations économiques internationales. Ces œuvres sont en somme des « *blueprints* » du cheminement économique et, très souvent, politique de ces États. Ils détiennent aussi un statut intellectuel assez important pour créer un support épistémologique et ontologique duquel les économistes de plusieurs générations ont pu s'inspirer pour définir la vision de la société dans laquelle ils vivent.

Cette approche est en partie impossible dans le cas du Japon. Malgré toute sa puissance économique, ce pays n'a jamais produit une telle œuvre « canonique ». Selon le philosophe Masao Maruyama, le problème vient du fait que l'essence de la pensée japonaise est justement qu'elle n'a pas d'essence. Elle n'a pas d'« axe » dans son histoire « analogue à la chrétienté occidentale ou au confucianisme de la Chine ». Il n'y a pas non plus un *pattern*, dans la pensée économique japonaise, en

mesure d'ordonner le monde selon sa propre « logique et normativité ».<sup>49</sup> Certes, cette opinion est très contestable, mais aussi particulièrement intrigante pour un pays dont l'histoire économique n'est rien de moins qu'extraordinaire. Sans vouloir entrer trop profondément dans le débat, notons que l'absence d'œuvres économiques majeures a des origines beaucoup plus historiques que culturelles dans la mesure où le Japon a produit des grandes œuvres dans d'autres disciplines scientifiques ou artistiques.<sup>50</sup> Cette absence a une double origine historique: la fermeture du pays pendant l'ère de Tokugawa et le caractère tardif de l'industrialisation japonaise. Isolé pendant plus de deux siècles, le Japon a vu son processus d'industrialisation se mettre en branle avec comme seul modèle de référence l'expérience occidentale. Il y a alors eu une prise de conscience que les théories économiques occidentales suffisaient à la tâche ou du moins, qu'elles pouvaient s'ajuster sans trop de mal à la réalité locale. L'absence de canons économiques est le résultat d'une fusion progressive de la théorie occidentale à l'expérience japonaise, donnant naissance à un pragmatisme économique auquel il est difficile, voire impossible, d'accorder un caractère universaliste.

Cela ne signifie pas que les économistes et les penseurs politiques n'ont aucune influence sur les politiques économiques. Nous retrouvons cette influence dans les idées des économistes qui ont de près ou de loin travaillé au sein de la bureaucratie japonaise, qui ont influencé le discours économique par leurs écrits, leurs apparitions publiques et leur enseignement universitaire. Certains économistes ont eu une envergure nationale, et parfois internationale. On peut penser, pour les années 1930-70, à des économistes bureaucrates comme Hiromi Arisawa (1896-1988), le père de « l'économie gérée », Shimomura Osamu (1910-), le précurseur de la thèse de la croissance rapide et Ichiro Nakayama (1898-1981) qui a établi les « trois principes du mouvement de productivité », lesquels sont à la base de la reconstruction économique de l'après-guerre.<sup>51</sup>

La théorie du vol des oies sauvages de Kaname Akamatsu, développée dans les années trente et publiée en anglais en 1962 dans le premier numéro de la revue *The Developing Economies*, demeure encore aujourd'hui une référence, tant dans le milieu académique qu'au sein du gouvernement japonais, qui reconnaît dans cette théorie un modèle pour le développement économique de l'Asie.<sup>52</sup>

<sup>49</sup> Cité dans: A. E. Barshay (1998), « Postwar Social and Political Thought, 1945-1990 », in B. T. Wakabayashi (dir), *op. cit.*, p. 319-20 [notre traduction].

<sup>50</sup> Pour une analyse du débat sur ce sujet voir: D. Williams (1996), *Japan and the Enemies of Open Political Science*, Londres, Routledge, pp. 41-5.

<sup>51</sup> Ces trois économistes (sur lesquels nous reviendons) ont reçu l'Ordre du Soleil Levant « première classe, étoile et ruban », la récompense la plus prestigieuse offerte par le gouvernement à des civils ou à des militaires. Cet honneur est rarement octroyé et seulement à des personnages de haut mérite qui ont atteint l'âge de 70 ans. B. Gao (1997), *op. cit.*, pp. 20. Arisawa et Nakayama ont étudié en Allemagne en 1926-28 et 1927-29 respectivement. Nakayama était l'élève de Joseph Schumpeter. Il a traduit plusieurs de ses œuvres en japonais.

<sup>52</sup> K. Akamatsu (1962), « A Historical Pattern of Economic Growth in Developing Countries », *The Developing Economies*, vol. 1, no. 1 mars-août, pp. 3-25. La thèse de Akamatsu a été reprise par plusieurs économistes japonais et occidentaux, entre autres, par Kiyoshi Kojima – célèbre pour ses travaux sur le régionalisme et sa promotion d'une zone de libre-échange en Asie-Pacifique depuis les années 1960 – et Bruce Cumings qui l'a rendu populaire en l'associant au cycle du produit de Vernon. B. Cumings (1987), « The Origins and Development of the Northeast Asian Political Economy: Industrial Sectors, Product Cycles, and Political Consequences », in F. C.

Enfin, des économistes contemporains comme Michio Morishima<sup>53</sup>, Yasusuke Murakami<sup>54</sup> ou Ryutaro Komiya,<sup>55</sup> ont eu une influence certaine sur le développement des idées économiques. À leur façon, ces trois auteurs ont non seulement abordé la nature du système économique japonais, mais ils ont aussi réfléchi sur les aspects théoriques de la science économique et ses rapports avec la réalité contemporaine.

En fait, les penseurs japonais ont constamment tenté de dépasser les écoles et les courants économiques dont ils s'inspiraient. A cette fin et d'une certaine façon, ils ont créé de nouvelles idées, mais celles-ci n'ont pas engendré une œuvre majeure dotée d'une portée universaliste. Le pragmatisme des économistes a favorisé une évolution des idées selon un modèle dans lequel une fois arrivés à la limite du potentiel d'une idée, d'une théorie ou d'un concept, ils l'aggloméraient à d'autres idées contemporaines. Les idées économiques sont donc fortement teintées du contexte dans lequel elles sont développées. Par exemple, l'expérience de la croissance rapide n'est pas forcément la conséquence des enseignements de l'école historique allemande – malgré le fait qu'elle ait influencé la génération d'économistes bureaucrates qui ont pensé et proposé ce modèle – mais le résultat de l'amalgame de la pensée de cette école à de nouvelles idées en matière de productivité (au niveau micro) et de planification (au niveau macro).

---

Deyo (dir), *The Political Economy of the New Asian Industrialism*, Ithaca, Cornell University Press, pp. 44-83. Les bureaucrates japonais ont utilisé le vol des oies sauvages comme modèle régional de division du travail et de transferts technologiques dans lequel le Japon « vole » devant les quatre nouveaux pays industrialisés (NPI), eux-mêmes suivis par les quatre « petits tigres », la Chine et ainsi de suite. Cependant, dans un rapport récent du MITI, il est écrit que ce modèle est de moins en moins pertinent pour la région compte tenu, entre autres, des changements importants qui surviennent dans la structure industrielle de la Chine et des problèmes économiques internes du Japon. MITI (2001), *White Paper on International Trade*, Tokyo, mai.

<sup>53</sup> Son œuvre principale, du moins celle qui est la mieux connue est: M. Morishima (1987 [1982]), *Capitalisme et Confucianisme: technologie occidentale et éthique japonaise*, Paris, Flammarion.

<sup>54</sup> Son œuvre principale (et sa dernière) est: Y. Murakami (1993), *An Anticlassical Political-Economic Analysis*, Stanford, Stanford University Press. Trois articles publiés en anglais résumant ses idées développées dans des livres qu'il a écrit en japonais: (1987) «The Japanese Model of Political Economy», in K. Yamamura & Y. Yasuba (dir), *The Political Economy of Japan*, vol. 1, *The Domestic Transformation*, Stanford, Stanford University Press, pp. 33-90; (1984), «The Society as a Pattern of Civilization», *Journal of Japanese Studies*, vol. 10, no. 2; (1982), «The Age of New Middle Mass Politics: The Case of Japan», *Journal of Japanese Studies*, vol. 8, no. 1.

<sup>55</sup> Komiya est l'un des principaux économistes de l'après-guerre. Il critiqua sévèrement le milieu académique néoclassique pour sa « dévotion » aux modèles théoriques et purement mathématiques et son manque d'attention à la réalité économique et politique (une des raisons pourquoi les économistes néoclassiques ont difficilement accès au processus décisionnel de l'État). Il a toujours été sceptique des bénéfices de l'interventionnisme étatique dans la croissance rapide de l'économie qu'il croyait le résultat des forces du marché. Ironiquement, après sa retraite du milieu universitaire, il est passé à l'emploi du MITI, comme directeur de son institut de recherche de 1987 à 1997, un ministère qu'il critiqua sévèrement, en particulier après la publication du livre de C. Johnson, *MITI and the Japanese Miracle* en 1982. R. Komiya (1990), *The Japanese Economy: Trade, Industry and Government*, Tokyo, University of Tokyo Press. Ce livre est un recueil de ses principaux articles publiés dans les années 1980. Aussi: R. Komiya, M. Okuno & K. Suzumura (1988), *Industrial Policy of Japan*, San Diego, Academic Press. A son sujet voir aussi: C. Johnson (1999), *op. cit.*, p. 47.

## 2. Le rôle et la place de l'économiste

Le rôle et la place de l'économiste dans la société ne sont pas étrangers à l'évolution de la pensée économique et aux types de politiques publiques du Japon contemporain. La notion d'économiste éclairé, d'une part, le processus décisionnel en matière de politiques publiques, et de l'autre, le développement des idées au sein de l'État et du milieu intellectuel. La position de l'économiste dans la société reflète les méthodes de transmission et de communication des idées entre les organes de l'État, le milieu académique et les groupes de recherche ou de consultation. Enfin, par le biais de la pensée économique nous pouvons discerner, comme l'explique Stanziani, « la manière dont les intellectuels ressentent et construisent le temps, les continuités et les ruptures » selon les impératifs de leur époque et de leur pays.<sup>56</sup>

On pourrait dire, à la suite de Komiya et Yamamoto, que la profession d'économiste n'existe pas au Japon, du moins pas comme nous l'entendons habituellement dans les pays occidentaux. L'économiste fait partie soit du monde universitaire; il détient alors un doctorat dans cette science et est rarement impliqué directement dans les affaires de l'État. Sinon, il est un « économiste bureaucrate », c'est-à-dire un « administrateur généraliste », quelquefois détenteur d'un baccalauréat en économie (ce n'est pas un critère d'embauche), et sa principale formation se fait à l'interne, et non pas à l'université.<sup>57</sup> Les « fonctionnaires de l'institution impériale » ou les *shishi* modernes (*samourai* à l'esprit élevé) de l'après-guerre ont toujours servi l'intérêt national de l'État et un économiste passera rarement du monde universitaire à la bureaucratie sinon à titre de conseiller ou de consultant.<sup>58</sup>

<sup>56</sup> A. Stanziani (1998), *L'économie en révolution: le cas russe, 1870-1930*, Paris, Albin Michel, p. 112.

<sup>57</sup> R. Komiya & K. Yamamoto (1981), « Japan: The Officers in Charge of Economic Affairs », *History of Political Economy*, vol. 13, no. 3, automne, pp. 600-2. Le programme universitaire de 4 ans en science économique se divise en deux périodes. Lors des deux premières années, l'étudiant suit une formation générale et c'est seulement après qu'il peut suivre des cours d'économie, ce qui est généralement trop court pour une spécialisation dans un domaine particulier. Aussi, en règle générale, un économiste qui détient un doctorat ne va pas travailler pour la fonction publique à titre d'employé permanent, S. Okita (1989), « Japan », in J. A. Pechman (dir), *The Role of the Economist in Government: An International Perspective*, New York, New York University Press, p. 173.

<sup>58</sup> Il faut noter aussi qu'au Japon il n'y a pas de « grandes écoles » comme en France ou en Allemagne dont la raison d'être est de former de futurs bureaucrates. Après la Restauration de Meiji, quelques universités ont été établies pour former des bureaucrates, mais elles sont devenues avec le temps des universités généralistes. Cependant, une grande majorité des nouvelles recrues de la fonction publique proviennent de l'Université de Tokyo, et ce, même si le gouvernement cherche à diversifier les origines académiques de ses nouveaux employés (en 1980, par exemple, 15 des 16 plus hauts postes de direction du MITI étaient occupés par des anciens de la Faculté de droit et de science politique de l'Université de Tokyo). Les candidats doivent réussir l'examen d'entrée de classe 1 de la fonction publique pour accéder à un poste. Cet examen, particulièrement difficile, est réussi en majorité par des étudiants de l'Université de Tokyo. 1,228 candidats ont réussi l'examen d'août 2000, dont 392 provenaient de l'Université de Tokyo, 151 de l'Université de Kyoto et 78 de l'Université de Waseda. Pour l'examen d'entrée du ministère des Affaires étrangères, 17 des 21 candidats étaient de l'Université de Tokyo (cet examen a été donné pour la dernière fois en 2000. Depuis 2001 les candidats pour ce ministère font l'examen normal de classe 1). G. Faure (1984), *Le rôle du MITI dans les processus de prise de décision industrielle au Japon*, Tokyo, Maison Franco-Japonaise, p. 112; T. J. Pempel & M. Muramatsu (1995), « The

Cette division structurelle entre la recherche et la pratique économiques facilite la dilution des idées dans les politiques publiques selon les impératifs des objectifs nationaux et respecte le rôle de l'État comme catalyseur des idées économiques. Étant donné qu'un bureaucrate est formé selon la philosophie et la pratique de l'institution ou du ministère auquel il est attaché, l'introduction de nouvelles idées ou un changement radical dans la gestion des affaires publiques se font plus difficilement.<sup>59</sup> Aussi, du fait que le milieu universitaire influence « indirectement » le processus de formulation des politiques économiques, les bureaucrates peuvent choisir (ou rejeter) les idées qui répondent (ou non) à leurs préoccupations immédiates. Le pragmatisme des politiques publiques provient en partie de cette division structurelle au sein des spécialistes de l'économie.

Toutefois, la bureaucratie est constamment influencée de l'extérieur par le truchement d'une multitude de canaux de communication, les principaux étant les conseils consultatifs, les instituts de recherche et les conseillers des ministères. Mais à l'inverse des États-Unis, il est peu probable de voir un économiste de l'extérieur prendre la direction d'un ministère ou de se voir octroyer un poste d'autorité. De ce fait, l'influence extérieure est toujours indirecte et est éventuellement diluée dans la pratique économique, afin de s'ajuster aux impératifs de l'État.

### 3. L'influence de la pensée occidentale de 1868 à 1952

Les idées économiques occidentales n'ont pas fait seulement reconnaître aux penseurs de l'époque Meiji le retard industriel, politique et social du pays, mais elles ont aussi montré, au contact de la réalité japonaise, la spécificité de cette dernière. Ils ont alors cherché à ajuster les idées et les théories économiques occidentales aux exigences de cette époque, marquée par le rattrapage industriel que le Japon devait entreprendre pour se tailler une place au sommet de la hiérarchie des grandes puissances militaires et capitalistes de l'époque.

#### *Le pragmatisme économique au service de la puissance militaire et industrielle*

L'ouverture du Japon au monde étranger, dans les dernières années de l'ère Tokugawa, a été brusque, rapide et complète. De même, les idées et théories économiques occidentales ont pénétré la société pour y prendre racine et s'imposer comme pensée dominante au détriment du savoir oriental traditionnel. Le capitalisme et le modèle libéral britannique furent les premiers à s'imposer dans le milieu intellectuel et les organes étatiques.<sup>60</sup>

---

Japanese Bureaucracy and Economic Development » in H.-K. Kim *et al* (dir), *The Japanese Civil Service and Economic Development*, Oxford, Clarendon Press, pp. 4-59.

<sup>59</sup> Habituellement la carrière d'un fonctionnaire se fera au sein d'un seul ministère. Il sera formé de façon à connaître les rouages du ministère et, dans le cas des ministères à vocation économique, un fonctionnaire ne se dira jamais un spécialiste dans un domaine en particulier de l'économie parce qu'une telle spécialisation nuirait à son avancement. R. Komiya & K. Yamamoto (1981), *op. cit.*, pp. 602-3.

<sup>60</sup> Nous devons relativiser cet énoncé. Le savoir oriental en provenance de la Chine n'a jamais été complètement rejeté, même qu'il a influencé la façon par laquelle les penseurs du 19<sup>ème</sup> siècle ont abordé les théories économiques, politiques, sociales ou constitutionnelles de l'Occident. Le

L'adoption du système capitaliste n'a jamais été un sujet de dissension entre les oligarques de Meiji. Les pays occidentaux étaient les plus puissants, les plus prospères et étaient tous capitalistes. Pour effectuer son rattrapage économique et militaire, le Japon n'a donc pas eu d'autre option que de se tourner vers le capitalisme. Les penseurs et théoriciens de l'époque ne remettront pas en question ce choix politique. Comme le fait remarquer Chuhei Sugiyama, après la Restauration de Meiji, la traduction des œuvres économiques européennes se faisait souvent en oubliant tout bonnement les chapitres sur le socialisme, l'anarchisme ou le communisme. Autrement dit, en omettant de les traduire. Le choix du capitalisme est alors définitif et peu d'intérêt est porté sur les systèmes de pensée contestataires.<sup>61</sup>

En retour, le choix de la route pour gérer ce capitalisme est beaucoup plus délicat et le chemin sera effectivement cahoteux. Les premières années de Meiji voient un certain engouement pour le libéralisme britannique et le cosmopolitisme des valeurs occidentales. Mais cet enthousiasme sera de très courte durée et le conservatisme des élites intellectuelles et politiques de l'époque fera en sorte qu'on remette rapidement en question les postulats universalistes de ce modèle de gestion du capitalisme. Le Japon ne se tournera pas vers un modèle en particulier, mais plutôt cherchera à fusionner les théories économiques occidentales aux objectifs de rattrapage économique dans le cadre d'un conservatisme politique des élites encore très influencées par le confucianisme chinois.

A ce sujet, Tessa Morris-Suzuki explique que l'introduction dans le Japon du 19<sup>ème</sup> siècle d'un système industriel capitaliste accompagné de théories économiques étrangères pose rapidement des « problèmes intellectuels formidables ». Ainsi les penseurs japonais « (...) as they became increasingly

---

savoir philosophique, social et politique chinois a favorisé une forme de conservatisme chez les penseurs japonais face à l'occidentalisation de leur pays. Par conséquent, il est faux de croire que les penseurs libéraux de Meiji sont devenus des conservateurs à partir des années 1880. Ils étaient tous très conservateurs et fortement influencés par la pensée chinoise dès 1868. Ils ont abordé le libéralisme d'une façon très prudente et c'est avec la découverte de nouvelles idées et théories économiques – comme la pensée de l'école historique allemande – qu'ils ont pu relativiser la pensée libérale. A ce sujet, voir: D. R. Howland (2001), *Translating the West: Language and Political Reason in Nineteenth-Century Japan*, Honolulu, University of Hawaii Press.

<sup>61</sup> C. Sugiyama (1994), *Origins of Economic Thought in Modern Japan*, Londres, Routledge, p. 43. L'auteur fait référence à un livre d'économie politique traduit par le philosophe Yukichi Fukuzawa. Celui-ci n'a pas traduit, entre autres, un chapitre sur la pensée de Proudhon et sa théorie de la partition de la propriété. Sugiyama écrit: « To Fukuzawa, or rather to the Japan of his day, the capitalist society of the West seemed to represent civilization itself, which was the goal to be reached at any cost. Consequently any kind of antithesis to capitalism made no practical sense and so there was good reasons for Fukuzawa to skip over that chapter ». De plus, comme l'explique P. B. Trescott, Fukuzawa modifiait, dans ses traductions, les idées des auteurs occidentaux pour qu'elles s'ajustent à l'idée d'harmonie sociale et de la participation de la sphère économique à sa construction dans le cadre d'une réconciliation des intérêts privés et publics. Trescott fait référence au livre, *Political economy for use in schools and for private instruction*, publié en 1852 par les frères Chambers (l'auteur est peut-être John Hill Burton, 1809-1891) et qui a été l'un des premiers livres d'économie traduits en Japonais et en Chinois. Dans les deux cas, des passages ont été considérablement modifiés pour que la théorie s'ajuste aux impératifs socio-économiques et politiques de l'époque. P. B. Trescott (1989), « Scottish Political Economy Comes to the Far East: The Burton-Chambers *Political Economy* and the Introduction of Western Economic Ideas into Japan and China », *History of Political Economy*, vol. 21, no. 3, pp. 481-502.

familiar with Western economics, began to select certain Western ideas being particularly relevant to their interests, and give these ideas a specifically Japanese interpretation ».<sup>62</sup>

Par exemple, au début des années trente, Hiromi Arisawa passe du marxisme à l'école historique allemande dont il s'inspire pour sa théorie de l'économie gérée. Il est l'un des grands architectes du développement économique nationaliste du Japon avant et après 1945. Bai Gao fait la remarque suivante à son sujet: « He did not treat Marxism as a doctrine and accept it without reservation. Instead, he held a flexible attitude toward Marxism. When Marxian doctrine did not fit Japanese reality, he was able to adjust his view easily ». <sup>63</sup> D'ailleurs, son modèle d'économie gérée, issu du concept allemand de « guerre totale », puisera aussi dans l'expérience soviétique de planification centralisée, malgré le fait que le marxisme-léninisme était à l'époque censuré.<sup>64</sup>

David Williams abonde dans le même sens lorsqu'il écrit: « (...) during the twentieth century, the Japanese mind consistently sought to achieve an ever closer marriage between European texts and Japanese context ». <sup>65</sup> Carol Gluck, dans son analyse de l'idéologie pendant la période de Meiji, refuse de parler d'une orthodoxie moniste, mais au contraire, soutient que l'influence de celle-ci sur la grande majorité de la population revient à sa nature pluraliste. L'orthodoxie impériale de Meiji est constamment imprégnée d'influences idéologiques dissemblables dont est seulement et temporairement exclu le socialisme.<sup>66</sup>

Le pragmatisme des Japonais les incite à poursuivre un développement économique avec les instruments et les idées les plus appropriés au cas national. On s'intéresse aux penseurs libéraux, mais aussi à la situation économique et politique de la Grande-Bretagne. A ce sujet, notons que les premiers Japonais à visiter ce pays furent plus marqués par les méfaits du libéralisme – pauvreté et disparités économiques par exemple – et par la « sagesse » de ses politiques mercantilistes – comme les *Navigation Acts* – que par les écrits des penseurs de l'époque. Ils questionnent très tôt la valeur du système économique britannique, même s'ils reconnaissent que le Japon devrait se donner comme objectif de développer une société tout aussi dynamique, puissante et prospère.<sup>67</sup>

<sup>62</sup> T. Morris-Suzuki (1989), *op. cit.*, p. 45.

<sup>63</sup> B. Gao (1994), « Arisawa Hiromi and His Theory of Managed Economy », *Journal of Japanese Studies*, vol. 20, no. 1, p. 117.

<sup>64</sup> Il n'est pas le premier à faire ainsi. Le traducteur des œuvres de Friedrich List, Sadamasu Oshima, a été, avant de prendre la défense du nationalisme économique et de la pensée de List, un libre-échangiste et un libéral. Le penseur le plus célèbre de l'époque Meiji, Yukichi Fukuzawa, deviendra avec les années, devant les problèmes socio-économiques liés à l'industrialisation, un défenseur des droits de douanes et du nationalisme économique. G. B. Sansom (1973 [1949]), *The Western World and Japan*, New York, Random House, pp. 439-40. Ce qui n'est pas surprenant compte tenu du fait que Fukuzawa donnait à l'État un rôle de « tutelle » sur la société dans la construction d'un Japon moderne et que c'était à l'État que revenait la tâche d'éclairer les masses sur le chemin à suivre pour atteindre un niveau de développement socio-économique et politique similaire à celui de l'Occident. D. R. Howland (2001), *op. cit.*, pp. 22-23.

<sup>65</sup> D. Williams (1996), *op. cit.*, p. xx.

<sup>66</sup> C. Gluck (1985), *Japan's Modern Myths: Ideology in the Late Meiji Period*, Princeton, Princeton University Press, pp. 277-78.

<sup>67</sup> S. Sugihara (1988), « John Stuart Mill and Modern Japan », *Kansai University Review of Economics and Business*, vol. 17, no. 1, septembre, p. 1; B. Lanciaux (1996), « The Influence of



Les Japonais expérimentent, mais sans nécessairement suivre une formule particulière. L'objectif national – faire du Japon une grande puissance militaire et économique – se substitue, en quelque sorte, à l'absence d'une théorie économique hégémonique. La reconnaissance de l'insuffisance théorique de la pensée traditionnelle du Japon et de la Chine incite les dirigeants et les intellectuels à examiner la pensée occidentale, non pas pour la reprendre intégralement, mais pour palier aux insuffisances théoriques locales (d'autres diront: pour la fusionner avec la pensée chinoise et japonaise), toujours dans le but de faire du pays une grande puissance « autonome et indépendante ». Selon G. B. Sansom, il n'y a jamais eu une volonté de suivre une idéologie économique occidentale particulière. Les débats économiques du 19<sup>ème</sup> siècle ont été subordonnés à un débat politique plus large: « quelles seront les ambitions nationales du Japon? ». Une fois que sera formulé le principe du « *fukoku kyohei* », « pays prospère, armée puissante » au début de l'ère Meiji, la pensée et la pratique économiques seront formulées avec l'accord de l'opinion publique. Selon Sansom, aucune idée économique occidentale ne s'est jamais implantée durablement à moins d'être en accord avec l'intérêt national.<sup>68</sup>

L'interprétation des idées économiques étrangères selon les exigences de la situation locale s'accroît avec l'apparition de nouveaux problèmes sociaux comme les disparités sociales et la prise de conscience des travailleurs. La pensée de l'école historique allemande et les enseignements du modèle de Bismarck délogent l'intérêt porté au libéralisme anglo-saxon. Comme le fait remarquer Gerhard Lehman, les idées économiques allemandes sont favorisées parce qu'elles participent à la lutte contre les risques d'une révolution.<sup>69</sup> Aussi, ce pragmatisme n'est pas étranger à l'idée selon laquelle le Japon deviendra éventuellement une grande puissance. A ce sujet, Pyle écrit:

« (...) Japanese bureaucrat-intellectuals, maintained a striking sensitivity of Western history. We should learn, Kaneko Kentaro, a prominent official said in 1896, from the “sad and pitiful” history of British industrialization. And he added, “it is the advantage of a backward country that it can reflect on the history of the advanced countries and avoid their mistakes”. (...) Even the first socialists in Japan were influenced by this notion, hoping that it could be turned to their advantage. “I believe”, wrote Katayama Sen in 1900, “that since we Japanese can readily see the social problems plaguing Western countries we will undertake reforms while Japan is not yet troubled by these problems. We can profit from their experiences and history; their failures and successes will show us the best course” ».<sup>70</sup>

---

Political Thought on the Political Economy of Japan », *Journal of Economic Issues*, vol. 30, no. 2, juin, p. 477; L. Greenfeld (2001), *op. cit.*, p. 329.

<sup>68</sup> G. B. Sansom (1973 [1949]), *op. cit.*, pp. 437-41. Durant les dernières années du système féodal, avec l'intérêt croissant pour l'Occident, un lexicologue écrivait, dans sa « pétition » aux dirigeants pour produire un nouveau dictionnaire Danois-Japonais, que cela était « qu'un premier pas vers l'adoption des points forts de chaque pays sur chaque continent dans le but de maintenir à tout jamais l'autonomie [du Japon] dans le monde ». Cité dans: S. Hirakawa (1998), « Japan's Turn to the West », in B. T. Wakabayashi (dir), *op. cit.*, p. 40 [notre traduction].

<sup>69</sup> G. Lehman (2000), « The Institutionalisation of Embedded Capitalism: The German “Model” and Its Impact on Japan ». En ligne : <http://www.uni-konstanz.de/FuF/verwiss/Lehman/>

<sup>70</sup> K. B. Pyle (1974), « Advantages of Fellowship: German Economics and Japanese Bureaucrats, 1890-1925 », *Journal of Japanese Studies*, vol. 1, no. 1, automne, p. 130. Katayama (1860-1933) était un politicien et un syndicaliste de gauche proche des mouvements pacifistes et anarchistes. Il

Ainsi, les influences ne proviennent pas seulement de la Grande-Bretagne, comme c'était le cas aux lendemains de la Restauration, mais aussi des États-Unis et de l'Europe continentale. Au cours de Meiji, écrit Sukehiro Hirakawa, le Japon s'est inspiré de la Grande-Bretagne pour développer sa marine marchande; de la Prusse pour créer ses institutions militaires et politiques; de la France pour la mise en place d'un corps policier, d'un système d'éducation et d'un système juridique; et des États-Unis pour stimuler l'agriculture dans la région nordique de Hokkaido.<sup>71</sup>

Cette « perspicacité téléologique » des Japonais, selon une expression de Pyle<sup>72</sup>, de discerner l'avenir de leur nation des conditions passées et présentes des pays occidentaux, demeure encore aujourd'hui comme le montre la volonté d'éviter une désindustrialisation telle que l'ont vécu les États-Unis pendant les années quatre-vingt.

Le pragmatisme des penseurs et bureaucrates est également lié à un débat théorique plus large opposant les courants particulariste et universaliste de la pensée économique. Le nationalisme économique qui se met en place pendant l'ère de Meiji et qui prend sa forme définitive dans l'économie gérée des années trente, n'est rendu possible que par le rejet des postulats universalistes de la pensée occidentale.

#### *Particularisme et nationalisme économiques*

C'est à partir des années 1880 que le débat entre les perspectives universaliste et particulariste se met en place. Plusieurs facteurs contribuent alors à ce débat: la hausse des disparités socio-économiques, la question de la lutte des classes, l'association des valeurs occidentales aux exigences du développement économique et les craintes de la disparition de la culture et des traditions locales. Dans cette perspective, le pouvoir politique des oligarques de Meiji exigeait une réaffirmation des liens « organiques » entre l'État et les individus – considérés alors comme des « sujets » de l'Empereur – pour maintenir la cohésion sociale et politique de la nation face à la hausse de l'instabilité sociale et aux revendications de plusieurs groupes en faveur d'institutions représentatives.<sup>73</sup>

Les conservateurs combattent l'universalisme du courant libéral: pour eux, les libéraux n'ont pas compris l'importance de l'histoire et de l'État-nation. La tradition et la culture deviennent des « justifications nationalistes » pour décrire la relation « organique » entre l'État et l'individu.<sup>74</sup> Le libéralisme devient donc une

---

est mort à Moscou où il avait été, selon Louis Frédéric, « chaleureusement accueilli ». L. Frédéric (1996), *op. cit.*, pp. 571 & 655.

<sup>71</sup> S. Hirakawa (1998), *op. cit.*, pp. 63-4.

<sup>72</sup> K. B. Pyle (1974), *loc. cit.*, 1974, p. 123.

<sup>73</sup> Comme le fait remarquer Herbert Bix, le même phénomène se reproduit au début de l'ère Showa (1926-1989) lorsque la classe politique reconnaît que les « problèmes sociaux » de l'époque exigent une réaffirmation de la mythologie de l'esprit national (*kokutai*) au détriment des idées libérales. Un élément important de cette réaffirmation du *kokutai* est la volonté de l'État de faire en sorte qu'il soit compatible avec la science moderne, montrant ainsi le conservatisme des autorités politiques, mais aussi leur pragmatisme à l'égard de la modernisation du pays. H. P. Bix (2000), *Hirohito and the Making of Modern Japan*, New York, HarperCollins, voir les chapitres 4 & 5.

<sup>74</sup> K. B. Pyle (1998), *op. cit.*, p. 110.

influence néfaste pour l'unité nationale. Il est même la cause des disruptions sociales. Un journaliste de l'époque, Kuga Katsunan, écrivait:

« If a nation wished to stand among the great powers and preserve its national independence, it must strive to foster nationalism (*kokuminshugi*) (...). If the culture of one country is so influenced by another that it completely loses its own unique character, that country will surely lose his independent footing ».<sup>75</sup>

Au centre de cette critique du libéralisme se trouve le concept de « l'esprit de nationalité » qui se reflète dans la mise en place d'un système d'éducation, d'un code civil et de politiques publiques dans l'optique d'une organisation organique et holistique de la société. Toutes les parties du système doivent se transformer graduellement afin de pouvoir fonctionner ensemble à l'image d'un organisme biologique. Le particularisme de la pensée économique japonaise remet ainsi en question l'idée que le progrès se poursuit selon des lois universelles. Le progrès est relatif et particulier à chaque État et à chaque culture. Les idées étrangères devront alors être adoptées seulement si elles peuvent contribuer à la richesse et à la puissance de la nation.<sup>76</sup>

Dans les milieux conservateurs de Meiji on arrive à la conclusion qu'il n'est pas nécessaire de copier littéralement les valeurs et les normes occidentales pour que le Japon deviennent une grande puissance. C'est la fin d'une courte période de cosmopolitisme et la mise en place d'un système économique et politique fondé sur le nationalisme. Le libéralisme, écrit Kiichiro Yagi, a réveillé le Japon féodal de son état d'inertie, mais c'est par le biais du *développementalisme* que l'archipel s'est lancé dans le rattrapage des économies avancées.<sup>77</sup> Les idées économiques sont alors assujetties aux exigences de la réalité par le truchement de l'intérêt national. Cet intérêt se développe en réaction, non seulement aux valeurs occidentales, mais aussi aux actions des puissances occidentales en Asie qui commencent à interférer avec les nouveaux intérêts coloniaux japonais.<sup>78</sup>

La pensée allemande – celle des F. List (protectionnisme et nationalisme), A. H. G. Wagner (intervention de l'État dans le domaine social), W. H. Roscher (science économique fondée sur l'analyse des faits historiques) et Gustav von Schmoller (théorie des stades économiques et critique de l'universalisme libéral) – se fait de plus en plus présente. Leurs ouvrages sont traduits durant les années 1890 et de plus en plus d'économistes japonais vont s'en inspirer.<sup>79</sup> Parmi eux, les économistes japonais formés en Allemagne fondèrent en 1896 la *Association for the Study of Social Policy* en s'inspirant pour cela de la *Verein für Sozialpolitik*.<sup>80</sup> Morris-Suzuki indique que cette association ne cherche pas à imposer des réformes libérales, « but to preserve the existing economic and political system by domesticating the potentially dangerous forces of organized labour and creating a

<sup>75</sup> Cité dans: *idem*, p. 111.

<sup>76</sup> *Idem*, p. 116.

<sup>77</sup> K. Yagi (2000), « Japanese Theory of Modernization / Industrialization Between Liberalism and Developmentalism ». En ligne: [http://www.siue.edu/EASTASIA/Yagi\\_110800.htm](http://www.siue.edu/EASTASIA/Yagi_110800.htm)

<sup>78</sup> K. B. Pyle (1974), *loc. cit.*, pp. 98-104.

<sup>79</sup> C. Sugiyama (1994), *op. cit.*, p. 11.

<sup>80</sup> Cette association a été fondée par Gustav Schmoller en 1873 dans le but de faciliter la coopération entre les bureaucrates et le milieu universitaire et faisait la promotion de réformes sociales conservatrices. Elle a influencé une génération d'économistes japonais. G. Lehmbuch (2000), *loc. cit.*

sense of common purpose amongst labour and management ».<sup>81</sup> Cette association cherchait à prévenir les conflits de classe et à faire la promotion de l'harmonie sociale par le truchement de l'interventionnisme étatique. Cette tradition de la pensée allemande s'insère facilement dans la pensée japonaise fortement influencée par le confucianisme de Tokugawa qui considérait la sphère économique comme étant inséparable des questions politiques et morales.<sup>82</sup> La nouvelle influence de la pensée allemande se reflétera, d'une part, dans la constitution impériale et la création de la Diète s'inspirant du modèle prussien et, d'autre part, dans la reconnaissance de l'idée listienne que le Japon, de par son retard industriel, ne peut entretenir des relations économiques sur la base du libre-échange. Comme l'expliquait l'un des premiers protectionnistes de l'ère Meiji, Wakayama Norizaku, « ce n'est pas la force, mais la richesse qui donnera la victoire sur nos ennemis » et le Japon se trouve à un moment de l'histoire « où l'invasion d'un marché est le fruit du commerce et de l'industrie ». Cela se traduisait pas la reconnaissance d'un principe stratégique de l'école historique allemande: ce qui « est néfaste ou bénéfique pour une nation ne l'est pas nécessairement pour une autre ».<sup>83</sup>

Toutefois, la période allant de la Restauration de Meiji aux années trente doit être considérée comme un stade d'incubation et d'essai des idées et des théories économiques étrangères. Les influences sur les politiques publiques sont disparates et aucune n'est hégémonique.<sup>84</sup> Ce n'est que vers les années trente que ces influences diverses sont fusionnées dans ce que plusieurs ont nommé, à la suite de Chalmers Johnson, le « *développementalisme* » ou ce que d'autres, à cette époque, avait nommé « l'économie de guerre » ou « l'économie gérée ». C'est à partir de ce moment qu'on peut parler d'un véritable modèle japonais d'économie nationale et d'une première tentative d'amalgamer, tant au sein du milieu académique que bureaucratique, la pensée économique étrangère à la réalité économique, politique et militaire du Japon. Un véritable nationalisme économique japonais est né.

Avec la mise en place d'un système politique militariste et ultra-nationaliste durant les années de guerre, la répression de la pensée marxiste sera sévère et ne s'arrêtera qu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Or, dans une expression radicale du pragmatisme japonais, le nationalisme économique continuera de s'inspirer de la pensée marxiste, mais celle-ci sera allégée de sa conscience révolutionnaire et anticapitaliste. Il ne restera après tout cela que son influence sur

---

<sup>81</sup> T. Morris-Suzuki (1989), *op. cit.*, p. 63.

<sup>82</sup> *Ibidem.*

<sup>83</sup> C. Sugiyama (1994), *op. cit.*, pp. 8-9 [notre traduction].

<sup>84</sup> Il faut noter que pendant cette période le marxisme prend un essor considérable. Les œuvres de Marx et Engels seront disponibles, pour la première fois intégralement, au Japon, avant même qu'elles le soient en URSS et les ventes sont telles qu'on parlerait aujourd'hui d'un *best seller*. M. Maruyama (1996 [1982]), « Les intellectuels dans le Japon moderne », in J.-M. Allieux (dir), *Cent ans de pensée au Japon*, Tome 2, Mas de Vert, Philippe Piquier, p. 284. Pareillement, les idées libérales continueront de fleurir surtout pendant les années vingt, avec comme modèle la démocratie et le parlementarisme européen. Cependant, le cosmopolitisme, c'est-à-dire la croyance que le Japon ne fait que suivre l'histoire universelle, deviendra peu à peu un courant minoritaire sous l'effet du pragmatisme et du particularisme des économistes japonais. P. Duss & I. Scheiner (1998), « Socialism, Liberalism, and Marxism », in B. T. Wakabayashi (dir), *op. cit.*, p. 169.

la planification centralisée et sa conception du rôle des forces productives dans l'histoire.

Le particularisme de la pensée économique et politique se transformera alors en un nouveau cosmopolitisme typiquement japonais qui sera la fusion réussie de l'Ouest et de l'Est, de la technologie occidentale à la pensée orientale. Bref, un modèle alternatif à ceux de l'Occident et de la Chine. C'est ce que Najita et Harootunian ont appelé la « révolte contre l'Ouest »: une « libération de la culture japonaise du matérialisme occidental » et « la séparation de l'Asie de l'hégémonie des puissances de l'Ouest ». <sup>85</sup> Cette « révolte » se traduira par la construction d'un modèle de développement économique fondé sur le nationalisme et la puissance militaire culminant dans l'établissement d'une « sphère de coprosperité » en Asie.

#### *1945: Continuité et changement*

Le premier numéro d'une revue syndicaliste publiée après la fin de la guerre, plus précisément le 1<sup>er</sup> septembre 1945, invite ses lecteurs à reprendre la lutte contre les puissances occidentales. Les éditeurs écrivaient qu'avant la guerre le Japon avait peut-être vingt ans de retard sur les États-Unis, mais que maintenant « l'écart technologique » se situait entre 30 et 50 ans. Il affirmaient aussi que les Japonais devront travailler de « 3 à 5 fois » plus fort que les Américains pour faire disparaître cet écart formidable. Ils poursuivent en disant:

« Our divine Japan, with a national polity that is unsurpassed in the world and a proud history of three thousand years, possesses brains as well as absolute loyalty and morality. Although possessing such exemplary environment and quality, we do need to absorb the good points of the United States and the rest of the world. At the same time, however, we must also rid ourselves of the "imitate and followism" of the past, and make the most of ourselves and what is Japanese. Thus we firmly believe that war-defeated Japan can win over war-victorious America culturally, and come to have many things to teach Britain ». <sup>86</sup>

Cette citation – rédigée sur le même ton que la propagande militaire du temps de la guerre – n'est pas le dernier souffle d'un pays vaincu et agonisant, mais le premier énoncé d'une politique nationale visant à faire du Japon une grande puissance, non pas en rupture avec le passé, mais dans la continuité idéologique de Meiji. Autrement dit, les bouleversements politiques et économiques de l'après-guerre devront servir la reconstruction, certes, en évitant le radicalisme, le fanatisme et l'irrationalité des années de guerre, mais en gardant l'objectif de transformer le Japon en une grande puissance civilisée et, dorénavant pacifiste et démocratique. Débarrassée du legs féodal présent dans le militarisme et l'ultra-nationalisme, la nation japonaise pourra être reconstruite dans la continuité de Meiji comme en font foi les « cinq articles du vœu impérial » de l'Empereur Meiji qui furent réitérés par Hirohito le 1<sup>er</sup> janvier 1946. <sup>87</sup>

<sup>85</sup> T. Najita & H. D. Harootunian (1998), « Japan's Revolt against the West », in B. T. Wakayabashi (dir), *op. cit.*, pp. 240 & 265-6 [notre traduction].

<sup>86</sup> J. W. Dower (1999), *Embracing Defeat: Japan in the Wake of World War II*, New York, W. W. Norton, pp. 184-5.

<sup>87</sup> Ces cinq articles sont les suivants: 1) Une assemblée sera constituée et la discussion y sera libre. 2) Les supérieurs et les inférieurs ne devront avoir qu'un seul esprit et l'économie et les finances seront renforcées. 3) Civils et militaires tout comme le peuple ordinaire devront pouvoir réaliser

Les idées économiques suivront la même trajectoire du « changement par le biais de la continuité ». Ce sont les idées des longues années de guerre en Asie-Pacifique qui influenceront les politiques publiques de reconstruction et de rattrapage. Elles seront axées, non plus sur la production d'armements, mais sur le développement d'une structure industrielle « optimale » en mesure d'assurer le degré le plus élevé d'indépendance et de sécurité économiques par le truchement de la production industrielle, des exportations, de la croissance rapide et de la transformation technologique. Les économistes bureaucrates des années trente et quarante seront les grands promoteurs de ces changements, et ce, jusqu'aux années soixante-dix. Ils vont transformer l'économie en lui donnant des fondations « commerciales » avec les mêmes politiques qui lui avaient donné auparavant des fondations « militaires ». Le nationalisme économique ne se traduira plus en puissance militaire, mais en puissance industrielle. L'économie sera ouverte graduellement sur le monde, mais toujours dans le cadre d'une grande stratégie nationaliste dans laquelle le pays tout entier est en compétition avec le reste du monde. Même si l'économie est considérée, après 1945, « comme libre », elle demeure fortement contrôlée et dirigée par les organes économiques de l'État.

Nous allons donc à l'encontre de plusieurs auteurs qui soutiennent, à l'instar de Sylvaine Trinh, que 1945 représente une rupture sociale et culturelle radicale et irréversible, qui marque l'entrée du Japon dans un nouveau mode de production.<sup>88</sup> Or, malgré les événements tragiques de 1945 et l'occupation américaine, cette rupture ne s'est pas produite. Comme l'explique Legatt dans son étude de l'évolution du processus d'industrialisation japonais, il est plus juste de parler d'une « perturbation » (la Deuxième Guerre mondiale) qui fait place à un « ajustement » (la démocratie).<sup>89</sup> Selon Eisuke Sakakibara, le système capitaliste japonais trouve son origine dans l'ère Showa (1926-1989) et atteint sa maturité pendant les années de la croissance rapide.<sup>90</sup> D'ailleurs, Johnson le montre clairement dans son étude de la politique industrielle du MITI: le *développementalisme* tire ses origines dans les initiatives de l'État entre les deux guerres et l'auteur montre aussi une « continuité frappante » entre les politiques économiques d'avant et après 1945.<sup>91</sup> Les fondations du Japon moderne ont été mises en place pendant les années de guerre et, comme l'écrit Takafusa Nakamura:

---

leurs aspirations de manière à ce que l'esprit du peuple ne soit pas affaibli. 4) Les pratiques mauvaises du passé devront être abandonnées et on devra se conformer aux usages internationaux. 5) La connaissance devra être recherchée dans le monde entier et les fondements de l'autorité impériale renforcés. L. Frédéric (1996), *op. cit.*, p. 298. Hirohito considérait ces cinq articles comme étant a-historiques et intemporels, une sorte de *Magna Carta* du « libéralisme » japonais. H. P. Bix (2000), *op. cit.*, p. 64. Il est intéressant de noter que depuis quelques années, plusieurs politiciens appellent une réforme de la société japonaise dans la continuité de Meiji (comme par exemple, faire du Japon une puissance « normale ») montrant ainsi le conservatisme des élites dites réformistes du système politique. Voir, entre autres, le texte de Ichiro Ozawa (1996), « The Third Opening », *The Economist*, 9 mars, pp. 19-20 & 24. Ozawa, un ancien du PLD, est l'un des plus forts opposants à la domination du PLD sur les affaires de l'État et il défend la mise en place d'un système politique favorisant l'alternance des partis comme aux États-Unis et d'une politique étrangère indépendante de celle des Américains.

<sup>88</sup> S. Trinh (1992), *Il n'y pas de modèle japonais*, Paris, Odile Jacob, pp. 73-7.

<sup>89</sup> T. Legatt (1985), *The Evolution of Industrial Systems: The Forking Path*, Londres, Groom Helm, pp. 184-7.

<sup>90</sup> E. Sakakibara (1993), *op. cit.*, p. 3.

<sup>91</sup> C. Johnson (1982), *op. cit.*, pp. 306-8.

« The prewar period and the postwar period can not be connected by jumping the war period. Many social and economic institutions, technologies, life styles, and customs were created during the war and were inherited in the postwar period. Even if they were not created with a long-term perspective at the time, in the end they defined the postwar patterns of companies, industrial organizations, and life styles ».<sup>92</sup>

Derrière les politiques économiques de l'après-guerre nous trouvons principalement la bureaucratie japonaise qui a évité les purges des forces d'occupation. L'historien Ikuhiko Hata écrit à ce sujet, « never has the Japanese bureaucracy exercised greater authority than it did during the occupation ». Les années 1945-1949 ont été « l'âge d'or » du MITI: avec ses 21,000 employés, il avait un contrôle à peu près total sur l'économie.<sup>93</sup> Les bureaucrates avaient aussi très peu de compétition pour le contrôle des leviers économiques (mis à part les forces d'occupation): la classe politique avait été purgée, comme pour une grande partie des dirigeants du secteur privé (3000 propriétaires et gestionnaires), les militaires ont été exclus du processus décisionnel et les politiciens en place, trop longtemps éloignés des cercles du pouvoir pendant la guerre, n'étaient pas en mesure de s'opposer aux décisions des bureaucrates. Le Premier Ministre Shigeru Yoshida, par exemple, avouait donner toute la liberté désirée à son ministre des Finances, l'économiste Tanzan Ishibashi (un ancien bureaucrate), afin de pouvoir se concentrer sur les affaires diplomatiques.<sup>94</sup>

Un examen des économistes bureaucrates montre qu'ils étaient principalement des personnages formés à l'idéologie de l'économie de guerre. Ils se sont mis au travail dès la fin des hostilités. Au lendemain de la capitulation du Japon (le 16 août 1946), ils se réunissaient au sein du *Special Survey Committee* du ministère des Affaires étrangères afin d'élaborer un premier plan de redressement national. Plusieurs de ces économistes sont devenus, à l'instar d'Ishibashi, des personnalités en vue de l'après-guerre formant en quelque sorte un groupe de liaison entre l'État et le milieu académique.<sup>95</sup> Plusieurs avaient aussi été actifs au sein de la *Showa Research Association* (SRA). Un autre comité d'étude, formé lui aussi peu de temps après la fin de la guerre, considérait l'ouvrage de Shitaro Ryu de la SRA, *Nihon keizai no saihensei* – un manifeste idéologique du gouvernement Konoe pendant les années de guerre – comme la source la plus avancée en matière de connaissances économiques et l'utilisait comme manuel pour leurs groupes de discussion.<sup>96</sup>

Finalement, cette continuité n'a pas empêché un afflux de nouvelles idées économiques et la renaissance de la pensée marxiste. Le Japon fait non seulement son rattrapage économique, mais aussi son rattrapage intellectuel. La pensée marxiste devient rapidement le principal courant économique enseigné dans le

---

<sup>92</sup> Cité dans: B. Gao (1997), *op. cit.*, p. 122.

<sup>93</sup> Cité dans: C. Johnson (1982), *op. cit.*, p. 176.

<sup>94</sup> B. Gao (1997), *op. cit.*, p. 148.

<sup>95</sup> *Idem*, p. 121-9.

<sup>96</sup> *Idem*, p. 133. En français, le titre du livre est: *La réorganisation de l'économie japonaise*. Selon Fletcher, ce livre publié en 1939 a été le plus populaire et le plus controversé des années trente et quarante. Ryu proposait une réforme structurelle de l'économie par la création d'une « nouvelle éthique économique coopérative » en mesure de transcender le libéralisme anglais. W. M. Fletcher III (1982), *op. cit.*, p. 127.

milieu académique. La pensée néoclassique prend pour sa part plus de temps à s'établir et demeure longuement coupée des organes bureaucratiques. Elle prendra peu à peu de l'influence, à partir des années quatre-vingt seulement.<sup>97</sup>

---

<sup>97</sup> B. Gao (1997), *op. cit.*, 1997, pp. 62-3. Des études sur l'orientation intellectuelle des bureaucrates de l'après-guerre montre l'influence importante de Marx, Keynes et Schumpeter, mais jamais des néolibéraux de droite comme Hayek. Il est intéressant de noter aussi que le mot « *keizai* », c'est-à-dire économie dans le japonais moderne, signifiait littéralement, avant 1868, « administrer la nation et soulager les souffrances du peuple ». Cette influence ne s'est pas perdue dans le processus de modernisation de la langue. Selon Morris-Suzuki, *keizai* reflète un système philosophique qui entrelace l'économie avec les questions de justice, d'éthique et de droit. Elle émet alors l'hypothèse que cela peut être une raison pourquoi les économistes japonais ont une certaine difficulté à reconnaître la théorie néoclassique comme une science positive et objective. T. Morris-Suzuki (1989), *op. cit.*, pp. 4 & 13-4. L'effort de particulariser la pensée occidentale se poursuit toujours. Voir à ce sujet le texte du professeur Tatsuo Akaneya dans lequel il fait une revue de la littérature de spécialistes japonais qui cherchent dans leurs ouvrages à particulariser « l'universalisme » des théories américaines sur les relations internationales pour les rendre conformes au contexte japonais. T. Akaneya (2000), « Theorizing IR the Asian Way: Security Studies in Japan », *Kokusai Seiji Keizai*, no. 5, mars, pp. 1-17.



## LA NATIONALISME ÉCONOMIQUE DURANT LES ANNÉES DE FORTE CROISSANCE: LES LIENS ENTRE THÉORIE ET PRATIQUE

Dans le cadre de cette analyse, l'État japonais est perçu comme un catalyseur d'idées économiques à partir desquelles il formule ses politiques publiques. Celles-ci sont le résultat d'un processus cognitif complexe dans lequel les idées proviennent de plusieurs sources (académiques, bureaucratiques, étrangères, sociales), mais sont transformées en politiques dès qu'elles sont acceptées et adaptées par la bureaucratie et le gouvernement pour satisfaire les exigences historiques de l'État et de la société.

Cette quatrième partie a pour but d'examiner les liens entre les idées et les politiques économiques du gouvernement pendant les années de la Guerre froide, qui donnèrent naissance au « miracle » économique japonais. Nous verrons que le particularisme et le pragmatisme de la pensée et de la pratique économiques permettent la mise en place d'un ingénieux système économique, profondément marqué par le nationalisme et le néomercantilisme, mais aussi en s'insérant dans l'économie mondiale – en contradiction avec l'idée libérale qui réduit le nationalisme économique à une forme d'autarcie – pour accroître sa puissance et sa prospérité sans remettre en question, comme le prescrit la pensée nationaliste, son autonomie économique. On peut affirmer que le système japonais atteint son maximum d'efficacité pendant ces années.

Cette partie sera divisée en trois points: le premier examine, d'une part, la conception japonaise de la nature des relations économiques internationales dont le postulat est l'utilisation de l'État-nation, en lieu du marché, comme unité d'analyse de l'ordre économique international et, d'autre part, les conséquences de cette vision des relations économiques internationales sur les politiques publiques en matière d'ouverture commerciale. Le deuxième point examine comment les théoriciens envisagent pendant les années de forte croissance la connexion de l'économie japonaise à l'économie mondiale. Enfin, le troisième point présente la relation historique et particulière que l'État entretient avec l'économie donnant à celle-ci une rationalité non libérale axée sur la recherche de la puissance et de la prospérité à l'échelle nationale.

### **1. La nature des relations économiques internationales**

Il existe dans la pensée libérale une relation directe de cause à effet entre le commerce et la paix. Les effets bénéfiques du commerce sur le bien-être et la richesse des pays ne peuvent qu'inciter ceux-ci à maintenir des relations pacifiques et harmonieuses. En retour, si un pays « ferme » son espace économique au commerce international, il s'ensuivra, d'une part, un appauvrissement de celui-ci et, d'autre part, si cette fermeture s'étend à d'autres, une hausse des conflits

interétatiques. Or, dans le nationalisme économique japonais on ne trouve pas une telle relation de cause à effet. Au contraire, lorsqu'il s'agit de définir la nature des relations commerciales, on fait remarquer en tout premier lieu les inégalités et la hiérarchie dans le niveau de développement des pays. La richesse d'un pays ne vient pas de son avantage comparatif en soi ou de la division internationale du travail, mais de sa puissance économique brute. Autrement dit, pour retirer des bénéfices de ses relations commerciales, un pays doit faire en sorte que celles-ci s'articulent dans une position de force.

Dans le Japon contemporain, cette idée d'une hiérarchie et d'une inégalité des économies nationales est bien réelle; elle est en fait le pivot autour duquel s'articulent les politiques économiques du gouvernement. Cela peut surprendre: le Japon entretient des relations commerciales importantes avec le reste du monde. Son commerce extérieur représente plus de 8% de son PIB, il est le principal pays créancier au monde et est un ardent défenseur des principes et règlements de l'OMC et de la libéralisation multilatérale des échanges. Ses tarifs douaniers sont les plus bas de tous les pays de l'OCDE<sup>98</sup> et, finalement, les entreprises japonaises sont établies et actives sur les cinq continents offrant une solide concurrence aux FMN européennes, américaines et asiatiques.

Cependant, ce n'est pas parce que des pays entretiennent des relations économiques que celles-ci seront spontanément pacifiques ou harmonieuses. Le Japon se considère en compétition avec d'autres pays pour le contrôle des ressources naturelles, des biens et des marchés. Le phénomène de la mondialisation ne diminue pas cet esprit de compétition. Le politologue Yoshinobu Yamamoto écrit: (...) in a world where globalization has progressed, even as countries seek to harmonize their domestic system with global ones, their rivalry intensifies, turning them into what we may call "competitive states" ». <sup>99</sup> Cela parce que la vulnérabilité d'une économie nationale n'en reste pas moins élevée. Toujours selon lui, au risque inhérent à l'interruption des échanges amené par l'interdépendance accrue des pays, la mondialisation a ajouté le risque d'un « effondrement systémique » de l'économie ou d'une région de celle-ci.<sup>100</sup> Cette idée de compétition n'est pas étrangère au thème récurrent, depuis 1868, de la survie de la nation dans la pensée économique et politique. Le PDG de la Banque Sakura, Kenichi Suematsu, appelle une réforme du système économique et politique « so that the historians of the future do not write, "Japan was a country that flourished in the nineteenth and twentieth centuries but fell into ruin in the twenty-first century" ». <sup>101</sup> Selon le politologue Kozo Kato, l'économie japonaise est à jamais vulnérable à une crise systémique de l'économie internationale et la solution – une forme d'autarcie régionale – étant impossible, il est incohérent que le Japon refuse la coopération internationale. En retour, cette coopération n'est pas utile ou « rationnelle » si le pays ne peut pas en retirer des gains substantiels, d'où, selon l'auteur, la traduction

<sup>98</sup> Selon: R. Komiya & M. Itoh (1988), « Japan's International Trade and Trade Policy, 1955-1984 », in Y. Murakami & H. T. Patrick (dir), *op. cit.*, p. 206.

<sup>99</sup> Y. Yamamoto (1998), « Globalization and the State: A Japanese Perspective » *Japan Review of International Affairs*, vol. 12, no. 3, automne, p. 207. Comme en fait foi, selon l'auteur, la crise asiatique de 1997-98.

<sup>100</sup> *Ibidem.*

<sup>101</sup> Cité dans: H. Mitsuyu (1996), « The Historic Transition Facing the Japanese Economic System », *Japan Review of International Affairs*, printemps, p. 115.

par l'État des bénéfices du commerce extérieur sous la forme d'un intérêt national.<sup>102</sup>

Cette compétition répond d'une stratégie politique visant l'indépendance et la sécurité économiques de la nation. Le Japon contrôle son commerce extérieur; il n'est pas libre dans la mesure où il a une raison d'être et des objectifs politiques. Le commerce extérieur est un outil politique. A ce sujet, le politologue Jun-ichi Kyogoku écrivait au début des années quatre-vingt:

« It is clear that international society is a battlefield where the strong dominate the weak. It is natural that, in order to survive, one should use the existing rule to one's maximum advantage. International society is there as a given fact. It is not a world of buddies, where independence, equality, and mutual aid are the rule ».<sup>103</sup>

Par conséquent, écrit-il, un pays doit utiliser à son avantage les règles existantes. Un des leaders de la Restauration de Meiji croyait déjà à cette époque que le « droit des nations » n'était qu'une « construction artificielle » pour contrôler les pays asiatiques. Il écrivait:

« There is an urgent need for Japan to become strong enough military to take a stand against the Western powers. As long as our country is lacking in military power, the law of nations is not to be trusted. When dealing with those who are weak, the strong nations invoke public law but really calculate their own gain. This is seems to me that the law of nations is merely a tool for the conquest of the weak ».<sup>104</sup>

#### *Les origines historiques de la conception antagoniste des relations internationales*

Pour certains spécialistes du Japon, cette conception antagoniste de la nature des relations économiques internationales proviendrait d'un « sentiment d'insécurité » ou d'une « anxiété envahissante » liés aux effets néfastes de la crise des années trente et/ou de la Guerre du Pacifique.<sup>105</sup> Cette explication est juste, mais incomplète. La conception japonaise des relations économiques internationales tire aussi son origine de l'histoire nationale: les relations sociales et politiques du Japon féodal caractérisées par la lutte entre les domaines et le Shogun pour le contrôle des ressources économiques ont été reprises pour décrire la nature du système international lorsque le pays s'est ouvert au reste du monde au 19<sup>ème</sup> siècle sous la menace des « cuirassés noirs » du commandant Matthew C. Perry de la marine américaine. Les dirigeants politiques n'avaient alors aucune expérience dans la gestion des relations extérieures avec les pays occidentaux. La Restauration

<sup>102</sup> K. Kato (1998), « Policy Change and Continuity: A Theoretical Perspective », *Kokusai Seiji Keizai*, no. 2, décembre, pp. 25-6.

<sup>103</sup> J.-I Kyogoku (1987 [1983]), *The Political Dynamics of Japan*, Tokyo, University of Tokyo Press, pp. 131-2.

<sup>104</sup> Cité dans: T. Najita & H. D. Harootunian (1998), *op. cit.*, pp. 212-3. Le leader en question est Takayoshi Kido. Il participa à la rédaction des « cinq articles du vœu impérial » fait par l'Empereur Meiji en 1868 et dont nous avons discuté ci-dessus. Cette vision des relations économiques internationales n'était pas l'apanage de la classe dirigeante comme l'indique les paroles d'une chanson populaire des années 1880 dans laquelle on chantait l'inégalité des nations: « *There is a Law of Nation, it is true / but when the moment comes, remember / the Strong eat up the Weak* ». J. W. Dower (1999), *op. cit.*, p. 21.

<sup>105</sup> A ce sujet, voir: R. J. Samuels (1994), « *Rich Nation, Strong Army* »: *National Security and the Technological Transformation of Japan*, Ithaca, Cornell University Press, p. ix; B. Gao (1997), *op. cit.*, p. 46.

a établi de nouvelles institutions politiques pour gérer les relations extérieures, mais sans offrir le « sens », autrement dit, sans aucune explication sur la nature de ces relations internationales.

Le Japon n'ignorait tout de même pas les activités économiques et militaires des puissances occidentales en Asie. S'il ne réagissait pas rapidement, il pouvait subir le même sort que la Chine. La signature des traités *inégaux* de 1860 et les activités impérialistes des pays occidentaux ont favorisé la formulation d'une vision d'un système international hiérarchique dominé par les États les plus puissants.

Son histoire lui offrit un modèle tout à fait particulier pour envisager les relations internationales. Comme le font remarquer Abe, Shindo et Kawato, le Japon s'est ouvert au monde avec les yeux des oligarques au pouvoir. Ils ont vu des relations internationales hiérarchiques similaires au Japon féodal dans lequel la société était construite sur la base d'une domination hiérarchique du Shogun sur les seigneurs des domaines d'une part, et entre les différentes classes sociales de l'autre.<sup>106</sup>

Le célèbre nationaliste de l'entre-deux guerres, Kitta Ikki, écrivait dans son œuvre principale, *Un projet pour la reconstruction du Japon* (1919), que la paix entre les nations viendra seulement après une période d'intenses conflits et sera une « paix féodale » s'appuyant sur l'État le plus puissant. Comme l'écrit G. Wilson, Kitta Ikki croyait que dans la « paix féodale » à venir, « Japan must emerge as the "Tokugawa shogun" over all nations, which would be arranged in a kind of *bakufu-han* system of Tokugawa Japan ». <sup>107</sup>

La vision antagoniste et hiérarchique des relations internationales a été entretenue pendant les années de guerre par l'État, ses défenseurs idéologiques, les militaires et aussi par une grande partie de la population qui ont cru au discours officiel selon lequel le Japon possédait une puissance militaire capable de déloger les puissances occidentales d'Asie.<sup>108</sup> De plus, l'absence d'un système international en Asie a valu au Japon, selon Murakami, un rapport idéologique confus avec ses voisins asiatiques – c'est-à-dire la volonté de libérer l'Asie du joug des puissances occidentales en même temps qu'il mettait en branle son processus de colonisation. Il n'y avait ni règles ni principes pour contrôler l'expansionnisme des États de la région comme ce fut le cas en Europe.<sup>109</sup> Le point culminant de cette vision antagoniste et hiérarchique des relations internationales a été la mise en place d'une sphère de coprosperité dans laquelle le Japon est naturellement à la tête des pays asiatiques.

Après la défaite de 1945, cette conception des relations internationales n'a pas fondamentalement changé. Elle s'est ajustée à la nature commercante du Japon et au rejet de son droit d'intervenir dans les conflits militaires internationaux. Les

<sup>106</sup> H. Abe, M. Shinto & S. Kawato (1994 [1990]), *The Government and Politics of Japan*, Tokyo, University of Tokyo Press, pp. 225-6. Aussi, pendant la Guerre du Pacifique, les militaires analysaient les conditions d'une « guerre totale » et les campagnes militaires selon les expériences des *shogun* du Japon féodal. H. P. Bix (2000), *op. cit.*, p. 747 (note #84).

<sup>107</sup> G. M. Wilson (1969), *Radical Nationalist in Japan: Kitta Ikki, 1883-1937*, Cambridge, Harvard University Press, pp. 81-2.

<sup>108</sup> S. Tsurumi (1986 [1982]), *An Intellectual History of Wartime Japan, 1931-1945*, Londres, KPI, pp. 18-20.

<sup>109</sup> Y. Murakami (1996), *op. cit.*, pp. 32-3; T. Najita & H. D. Harootunian (1998), *op. cit.*, p. 213.

grands débats socio-politiques des années soixante sur la libéralisation des échanges et l'adhésion du pays au GATT ont régulièrement été interprétés comme une nouvelle ouverture forcée du pays décrite par l'arrivée d'une seconde flotte de « cuirassés noirs<sup>110</sup> ». <sup>111</sup> A l'image des oligarques de Meiji qui ont mobilisé le pays en entier dans la construction nationale, les bureaucrates du MITI ont annoncé une « nouvelle mobilisation nationale » des forces économiques pour que le Japon puisse concurrencer éventuellement les FMN sur leur propre territoire tout en arrêtant l'expansion de celles-ci aux frontières du pays.

Enfin, dans son analyse de l'influence du monde des affaires sur les politiques commerciales, William Fletcher affirme que les dirigeants du secteur privé ont continué, après 1945, à jouer un rôle important dans la formulation des politiques commerciales selon une vision antagoniste des relations internationales. Wilson écrit:

« Business groups have continued to play an active role in forming trade policies with government officials. The idea that industries should approach international commerce as an intense competition, perhaps even as a type of war, requiring national-level planning and collaboration with government officials remains strong ». <sup>112</sup>

### *Les relations économiques internationales et l'État-nation*

La définition de la nature des relations internationales influence directement l'organisation économique du Japon. En retour, comment cette vision antagoniste et hiérarchique des relations internationales se traduit-elle dans la pensée économique? Quel est le postulat de base en mesure d'organiser la pensée économique autour d'une telle conception des relations internationales.

Ce postulat fait de l'État-nation l'unité d'analyse fondamentale de la pensée économique. L'État-nation, en tant qu'unité d'analyse, confronte les penseurs japonais à l'universalisme du libéralisme et à son unité d'analyse qu'est le marché. Le choix de l'État-nation comme unité d'analyse n'est pas étranger au fait que l'universalisme n'a jamais réussi à s'implanter durablement dans la science économique japonaise.

<sup>110</sup> B. Gao (1997), *op. cit.*, p. 35. L'arrivée des navires américains en 1853 est devenue une métaphore pour décrire les dangers auxquels fait face le Japon dans ses échanges internationaux. Par exemple, l'arrivée en force des grands distributeurs américains de l'industrie cinématographique sur le marché japonais en 1998-99 a été perçue comme d'autres « cuirassés noirs » en route vers l'archipel.

<sup>111</sup> L'opposition de plusieurs pays à l'adhésion du Japon au GATT n'a pas aidé à faire disparaître la conception antagoniste des relations internationales. De plus, les pays membres du GATT ont eu recours à l'Article 35 – lequel stipule qu'un pays n'a pas à entretenir des relations « gattiennes » avec un nouveau pays membre – pour maintenir des tarifs douaniers contre les produits japonais. Ce qui a fait dire à Komiya et Itoh la chose suivante: « no country besides Japan has ever been so widely discriminated against in the GATT system ». R. Komiya & M. Itoh (1991), *op. cit.*, p. 178. En 1972, plusieurs pays accepteront de ne plus recourir à l'Article 35, mais exigeront des restrictions volontaires à l'exportation de la part de l'industrie japonaise et l'acquiescement de Tokyo de ne pas déposer de plaintes au GATT à propos de ces restrictions.

<sup>112</sup> W. M. Fletcher III (1989), *The Japanese Business Community and National Trade Policy, 1920-1942*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, pp. 155-6.

Bai Gao fait remarquer que l'État-nation comme unité d'analyse s'impose aussi en opposition à l'idée libérale d'individualisme.. La pensée japonaise considère l'économie comme une « collection de groupes économiques » et l'État est la représentation concrète de cette collection. Dans cette perspective, le nationalisme économique devient quelque chose de « naturel » et « d'irrémissible » dans le développement économique d'un pays.<sup>113</sup> Au sujet du Japon, Kyogoku écrit :

« After all, national economies are based on individual nation states. So the principle of free trade cannot ignore national security and nationalism (...). For more than 40 years, the government has planned, managed, and controlled the economy by means of administrative guidance and laws. The government put higher priority on national security and nationalism than on the principle of free trade ». <sup>114</sup>

Yoshihiko Morozumi, un ancien haut fonctionnaire du MITI, écrivait dans son livre, *La théorie de la politique industrielle*, que celle-ci,

« has to be considered according to the availability of resources within the unit of the sovereign state. Issues in industrial policy such as national security and promotion of international competitiveness cannot be considered without the precondition of the coexistence of sovereign states ». <sup>115</sup>

Selon lui, le nationalisme économique derrière la politique industrielle n'est pas « hypothétique », mais « réaliste ». Autrement dit, la politique industrielle doit rendre compte de l'existence d'États souverains.

Dans les faits, l'État-nation comme unité d'analyse se traduit par des expressions comme l'économie du *jissen-ha* (économie « du combat » ou économie de guerre), l'économie gérée ou le *développementalisme*. Selon Murakami, ce dernier terme est une expression du nationalisme économique, une forme avancée de mercantilisme en accord avec la pensée de l'école historique allemande. Le *développementalisme*, écrit-il, est un « système politico-économique construit avec l'État comme unité de base ». <sup>116</sup>

### *L'État-nation et la croissance rapide de l'économie*

L'État-nation comme unité d'analyse est à la base de la notion de croissance rapide développée dans les années cinquante et mise en application dans la décennie suivante par le truchement des plans quinquennaux du gouvernement.

C'est à l'économiste Osamu Shimomura, employé par l'Agence de planification économique (APE), que revient l'idée d'une croissance rapide de l'économie pour

<sup>113</sup> B. Gao (1997), *op. cit.*, p. 40. Dans la pensée libérale, le nationalisme économique est une anomalie, un virus ou une maladie, contrairement au marché qui est naturel et bienfaisant. Dans cette perspective, la pensée économique japonaise est beaucoup plus réaliste que la pensée libérale: elle n'est pas subordonnée au mythe de l'ordre spontanée.

<sup>114</sup> J.-I. Kyogoku (1987 [1983]), *op. cit.*, p. 32-3.

<sup>115</sup> Cité dans: B. Gao (1997), *op. cit.*, p. 40. L'ouvrage de Morozumi est une compilation d'études faites à l'interne par le MITI et il est considéré comme une synthèse majeure de la politique industrielle. L'auteur, comme le font remarquer Itoh *et al.*, ne donne aucune définition du terme « politique industrielle », ce qui n'est pas surprenant compte tenu que sa vision de l'économie se restreint à l'expérience japonaise de renforcement de sa structure industrielle. L'unité d'analyse demeure l'État-nation et dans cette perspective, sa théorie de la politique industrielle est en fait la politique économique du MITI et du gouvernement depuis la fin de la guerre. Voir à ce sujet: Itoh *et al.* (1991 [1988]), *Economic Analysis of Industrial Policy*, San Diego, Academic Press, p. 7.

<sup>116</sup> Y. Murakami (1996), *op. cit.*, pp. 145-6 [notre traduction].

reconstruire le pays. C'était à l'époque une idée originale dans la mesure où elle n'avait jamais été mise en pratique ailleurs dans le monde. C'est le Premier Ministre Hayato Ikeda (1960-64) – inspiré par l'expérience occidentale en matière de planification – qui a toutefois transformé cette théorie pour en faire une politique économique officielle.<sup>117</sup> Shimomura a été lui-même inspiré par les nombreux groupes de consultation et d'analyse sur l'avenir du Japon mis en place après la Seconde Guerre mondiale par les économistes spécialistes de l'économie de guerre.<sup>118</sup>

Dans les années cinquante, le taux de croissance de l'économie, croyait-on, ne pouvait dépasser le taux des autres pays industrialisés.<sup>119</sup> L'idée d'un taux de croissance de 9 à 11% sur une longue durée était irréaliste, non seulement aux yeux de plusieurs bureaucrates (entre autres ceux du ministère des Finances), mais aussi dans le milieu universitaire. Toutefois, pour Shimomura, la comparaison avec d'autres économies est une fausse approche, en ce sens que chaque pays fait sa propre expérience du processus d'industrialisation et que les facteurs à l'origine de la croissance varient d'un pays à l'autre. Au Japon ces facteurs étaient plus positifs qu'ailleurs, en particulier avec le taux élevé des investissements privés.<sup>120</sup>

L'unité d'analyse dans le modèle de croissance rapide de Shimomura était l'État-nation: l'espace économique national dans son ensemble. Son modèle favorisait aussi la production de la richesse plutôt que sa redistribution en attendant que la « tarte » de la richesse nationale se soit accrue. Autrement dit, la prospérité de la nation était plus importante que le revenu individuel et la croissance du PNB plus importante que sa redistribution. Celle-ci viendrait naturellement avec l'industrialisation du pays.

A la base de sa théorie se trouve le rôle de l'État dans la promotion de l'investissement et de l'innovation technologique. Il s'opposait à l'idée de laissez-faire, dans la mesure où le marché autorégulateur était contraint et limité par les cycles de croissance et de récession. La croissance ne serait plus déterminée par ces cycles si l'État offrait les conditions nécessaires pour faire en sorte que l'investissement et l'innovation technologique ne suivent pas les fluctuations du marché.<sup>121</sup> Dans la mesure où le principe du profit était lui aussi rejeté par les entreprises (nous y reviendrons) et que les entreprises fondaient leurs décisions sur le long terme, le modèle de la croissance rapide pouvait fonctionner. Le fait que les

---

<sup>117</sup> Ce plan concordait avec la philosophie du Premier Ministre, lequel était fortement influencé par la Doctrine Yoshida qui dicte que le Japon doit se concentrer sur le rattrapage économique au détriment des questions militaires. Alors que Ikeda était le chef de la deuxième plus importante faction du PLD, il a visité plus de 20 pays – avec l'appui financier de la Fondation Rockefeller – pour étudier la planification à long terme des pays européens et nord-américains. A l'époque, plusieurs pays, notamment la France, étaient relativement avancés dans leurs méthodes de planification et de pronostics. B. Gao (1997), *op. cit.*, p. 242-5.

<sup>118</sup> Sur ces groupes de consultation formés en grande partie par des économistes formés à l'économie de guerre, voir: M. Sumiya *et al.* (2000 [1994]), *A History of Japanese Trade and Industry Policy*, Oxford, Oxford University Press. Ce livre est le premier d'une série de 17 tomes commandé par le MITI et consacrés à l'histoire de ce ministère de 1945 à 1979. Ce premier tome est le seul à avoir été traduit. Selon le secrétariat du MITI, on ne planifie pas de traduire les autres.

<sup>119</sup> Le taux de croissance de l'économie, entre 1948 et 1958, était de 3,0% aux États-Unis, de 2,4% en Grande-Bretagne, de 5,8% en France et de 3,5% en Suède.

<sup>120</sup> T. Morris-Suzuki (1989), *op. cit.*, p. 138.

<sup>121</sup> B. Gao (1997), *op. cit.*, pp. 238-45.

entreprises aient suivi les directives de l'État a fait dire à Murakami que le *développementalisme* est un système intégré qui englobe les firmes nationales dont la gestion devient elle aussi de type *développementaliste*: innovation technologique, diminution des coûts de production et expansion des parts de marché.<sup>122</sup>

Le Premier Ministre Ikeda, séduit par la théorie de Shimomura, l'imposa au Parti Libéral-démocrate (PLD) – il en fit un élément de sa plate-forme électorale – et à la bureaucratie. Pour la rendre moins abstraite, il emprunta l'expression d'un autre économiste, Ichiro Nakayama, de « doubler le revenu national ». Nakayama avait élaboré cette idée dans le cadre plus large de l'établissement d'un État-providence. Celui-ci n'a jamais vu le jour, mais l'objectif de croissance rapide a lui été atteint avec des taux qui ont même dépassé ceux prescrits par le gouvernement.<sup>123</sup>

Finalement, Shimomura, à l'instar des nombreux groupes de travail sur l'avenir du Japon instaurés après la défaite, reconnaissait que l'économie pouvait être contrôlée par la rationalité humaine et il s'est tourné vers l'idée de progrès économique défini par la croissance du PNB. Shimomura et les économistes bureaucrates de sa génération tranchaient, par leurs méthodes inductives et empiriques, avec les économistes néoclassiques et marxistes. Les premiers, encore peu nombreux, travaillaient sur des modèles déductifs hautement mathématiques, et les seconds, pessimistes quant à l'avenir du Japon, développaient un modèle de dépendance dans lequel le pays demeurait une société retardataire sous la protection militaire des États-Unis.

## 2. L'ouverture contrôlée de l'économie au monde

Nous venons d'aborder la nature des relations économiques internationales. Examinons maintenant le type de relation que l'économie japonaise entretient avec le reste du monde. Contrairement à la pensée libre-échangiste qui voit dans le commerce international quelque chose de naturel et d'équilibré par le truchement de la division internationale du travail et de l'avantage comparatif, le nationalisme économique y voit un rapport de force où l'État-nation cherche à maximiser les gains qu'il peut retirer des échanges internationaux.

Les Japonais ont développé une « vision stratégique » de l'économie en accord avec la perception que les relations économiques internationales sont fondamentalement antagonistes. Les politiques publiques de l'État cherchent à maximiser les gains que le pays peut retirer des échanges internationaux par le biais d'une intervention stratégique dans l'économie et pour assurer, en bout de ligne, l'autonomie et la sécurité de la nation. Dans un livre blanc de 1949, le gouvernement japonais reconnaît que l'ouverture au commerce est nécessaire et inévitable:

« Our country is extremely small (...). It will be impossible to sustain our economy even for a single day if the shortfall in food and raw materials were not supplemented by imports. Our country must export in order to raise funds to make

<sup>122</sup> Y. Murakami (1996), *op. cit.*, pp. 327-9.

<sup>123</sup> B. Gao (1997), *op. cit.*, pp. 240 & 255.



these imports possible. Our economy (...) being incomplete within the territorial boundaries, must take recourse of the so-called “reproduction across the seas”. Domestic production and employment, in the absence of foreign trade, will shrink to an extremely short economic cycle. As a result, maintenance of a reasonable national standard of living will become impossible ».<sup>124</sup>

Le gouvernement a rejeté l’option libre-échangiste pour gérer l’ouverture de l’économie et a plutôt favorisé le contrôle des échanges commerciaux en se basant sur l’idée selon laquelle la nature des échanges entre les pays dépend moins des avantages comparatifs « naturels » de chacun que de la structure de l’industrie nationale. L’innovation, l’investissement et la forte productivité dans les secteurs stratégiques comme l’industrie lourde, l’électronique ou les biens d’équipement – pour faire évoluer continuellement la structure industrielle vers des niveaux technologiques supérieurs – sont devenus la priorité pour que le pays puisse maximiser les bénéfices qu’il pourrait retirer du commerce extérieur, et ce, sans entretenir des relations libre-échangistes avec le reste du monde. Itoh et ses collègues écrivent à ce sujet :

« The extent of economic benefits for Japan from its trade with other nations is determined by the structure of trade between Japan and its trading partners, that is, by the type and amount of Japanese exports and imports. The structure of trade, in turn, is determined by Japan’s industrial structure, which depends on technology, production facilities, and endowment of productive factors. Therefore, a country must create an optimal trade industrial structure to maximize its gains from trade ».<sup>125</sup>

Les auteurs de cette citation mettent l’accent sur deux choses: premièrement, le rejet du libre-échange ou du moins d’une ouverture non contrôlée de l’espace économique national au commerce extérieur et, deuxièmement, l’établissement d’une structure industrielle « optimale » comme base des échanges commerciaux du Japon.<sup>126</sup>

La mise en place d’une structure industrielle optimale remet en question, non seulement l’existence de relations économiques internationales fondées sur le libre-échange, mais aussi les principes de base du libéralisme. Keiichi Konaga, un ancien haut fonctionnaire du MITI, explique le « caractère adéquat » d’une politique industrielle par rapport au « manque de fiabilité » du marché en ces mots:

« First, the market is not the perfect mechanism economic theories like to make out. Second, the existence of external economies and diseconomies must be taken into account. Third, from the viewpoint of long-term, dynamic industrial development the market does not and cannot provide accurate information, even though overall market performance can be improved by technological innovation, investment, and research and development on the part of individual business. Finally, co-ordination

<sup>124</sup> Cité dans: M. Itoh *et al.* (1991), *op. cit.*, p. 31.

<sup>125</sup> *Ibidem*, p. 31.

<sup>126</sup> Le concept de structure industrielle « optimale » se base sur la reconnaissance que l’économie japonaise sera toujours « naturellement » incomplète, donc toujours vulnérable aux chocs extérieurs. Avec une structure industrielle « optimale », le Japon doit produire tout ce qui lui est possible de produire en développant des marchés d’exportation pour payer pour les importations essentielles comme les ressources naturelles et énergétiques. É. Boulanger (2000), « La notion de sécurité économique au Japon et sa dynamique depuis 1945 », Groupe de recherche en économie et sécurité, UQAM, Montréal, vol. 2, no. 4, novembre. En ligne: <http://www.dandurand.uqam.ca>. M. Itoh *et al.* (1991), *op. cit.*

between countries of international economic relations – and in the areas of trade and investment, for example – cannot be left to the market forces ». <sup>127</sup>

Selon Murakami, le libre-échange n'a jamais été perçu au Japon d'une façon positive. Il nuit au développement industriel, détruit la « culture » et « l'ethos national » et remet en question « l'unité de la société ». Certes, le libre-échange favorise l'efficacité industrielle, reconnaît-il, mais le prix à payer est trop élevé. « Free trade destroys (...) the ethos (...) and the soul of the cultural community – the natio – that was based on this ethos (...). Free trade is often a machine, violently destroying cultures under the pretext of industrial civilization; it is functional imperialism ». A l'intérieur d'un pays, poursuit Murakami, la libre circulation des biens est un fait essentiel pour l'évolution technologique et productive de la structure industrielle, mais la culture nationale pourra s'ajuster et maintenir, ou même recréer, une nouvelle « tradition industrielle », ce que le libre-échange ne permet pas. <sup>128</sup>

Cette tendance à reconnaître dans le libre-échange des effets néfastes pour le Japon a toujours été présente dans la pensée économique. Par exemple, Oshima Sadamasu, le traducteur de List, présentait sa défense du protectionnisme en ces mots :

« It might seem as if the free trade doctrine prevails everywhere. But if one looks around the world, there is no doubt that protectionist theory is far more prevalent. People tend to be attracted by the word “freedom” but freedom in politics and freedom in foreign trade are entirely different from each other. The former liberates a nation, whereas the latter liberates other nations at the expense of one nation. It is our duty to distinguish between the two theories ». <sup>129</sup>

Les théoriciens du libre-échange considèrent que les échanges peuvent atteindre un certain équilibre entre deux pays. Au Japon cet équilibre n'existe pas. Au contraire, les échanges internationaux seront toujours en déséquilibres, en défaveur du Japon si l'ouverture commerciale du pays n'est pas contrôlée. La pensée économique japonaise, marquée par des décennies de rattrapage industriel, considère le capitalisme comme un objet en constante transformation où un équilibre « naturel » du marché est impossible à atteindre. L'économie est un « processus » fondamentalement « instable » écrit Murakami et, au contraire de la pensée libérale, le *développementalisme* ne cherche pas à atteindre un tel équilibre, mais à maintenir « l'unité de la société » dans une économie mondiale constamment en transformation et en déséquilibre. <sup>130</sup>

Pour Ichiro Nakayama, l'ouverture du Japon ne devait pas signifier un retour à un libre-échange « mythique ». Il écrit :

<sup>127</sup> Cité dans: T. Ohmori (1992), « Implications of Post-War Japanese Industrialization: Government Intervention and Market Competition », *International Journal of Social Economics*, vol. 19, automne, p. 197.

<sup>128</sup> Y. Murakami (1996), *op. cit.*, pp. 246-8.

<sup>129</sup> Cité dans: C. Sugiyama (1994), *op. cit.*, p. 103.

<sup>130</sup> Y. Murakami (1996), *op. cit.*, pp. 181, 223-7 & 246. Selon Murakami, les politiques de redistribution, la création de cartels de récession ou la protection de l'agriculture sur la base d'une défense de ce mode de vie, sont toutes des politiques publiques qui visent à garantir l'unité de la société dans le cadre d'une transformation technologique et industrielle constante de l'économie mondiale.

« To advocate building the future of the Japanese economy on the basis of multinational trade by no means suggests that Japan should stubbornly defend the old type of capitalist system [le libre-échange] (...). In reality, there is an increasing possibility of combining new elements with the structure of the global market which is guided by the principle of free trade, and with the establishment of domestic economic institutions ». <sup>131</sup>

Pour Nakayama, rien ne suggérait que le marché devait remplacer l'État dans le contrôle des exportations et des importations. Au contraire, les capacités de l'État – développées dans les années 1930-1950 pour gérer l'économie nationale en général et le commerce extérieur en particulier – pouvaient servir au renforcement de la compétitivité des firmes japonaises sur les marchés mondiaux. <sup>132</sup>

Nakayama dicte en fait la direction que l'économie prendra dans les années de forte croissance économique. Après l'adhésion du Japon au GATT, le processus de libéralisation a duré 13 ans et a permis la transformation de la structure industrielle pour la rendre compétitive sur les marchés mondiaux par le truchement d'un ensemble d'institutions et de politiques publiques dont l'objectif principal était de s'assurer que la concurrence entre les firmes locales et étrangères ne se fasse pas sur le territoire nippon, mais à l'extérieur, signifiant la création de firmes assez puissantes pour empêcher les investissements directs étrangers (IDE) d'arriver en masse sur le pays, tout en créant des champions mondiaux capables de concurrencer les FMN partout à travers le monde. Jamais le processus de libéralisation n'a signifié l'ouverture de l'espace économique aux firmes étrangères: la libéralisation des échanges n'était en somme qu'une forme plus avancée et complexe des politiques de concurrence axées sur la protection de l'économie contre les forces du marché. <sup>133</sup>

### 3. Le rôle de l'État et du marché dans la croissance économique

Dans la pensée libérale, l'État et le marché entretiennent des relations antagonistes, créant une dichotomie dans laquelle le premier est un élément disrupteur dont l'interventionnisme, s'il n'est pas contenu dans ses fonctions essentielles, peut nuire au fonctionnement des forces naturelles du marché. La pensée économique japonaise, pour sa part, voit, dans ces deux entités une totalité économique au service de la richesse et de la puissance du pays. Le libéralisme

<sup>131</sup> Cité dans: B. Gao (1997), *op. cit.*, p. 191.

<sup>132</sup> Après la guerre on a aussi rejeté une perspective du développement économique coupé du reste du monde. Le Premier Ministre Yoshida a refusé, en 1948, la mise en application du premier plan de développement économique à long terme développé par la bureaucratie parce qu'il le croyait « basé sur les idées d'autarcie » et montrait peu d'intérêt pour l'économie internationale. M. Sumiya *et al.* (2000 [1994]), *op. cit.*, p. 199.

<sup>133</sup> Le gouvernement a développé des idées souvent très originales pour contrôler le commerce international ou pour compenser les effets de la libéralisation sans nuire à la croissance économique. Par exemple, pour contourner ses engagements envers le GATT et l'OCDE, Tokyo a réussi à subventionner, après 1955, l'industrie de la construction navale en octroyant aux entreprises de ce secteur des permis d'importation de sucre. Le MITI a construit un schéma semblable avec les importations de bananes pour financer le nouveau JETRO (Office japonais du commerce extérieur). Ces schémas étaient si efficaces que le MITI a dû les arrêter. Plusieurs entreprises voulaient y participer et le FMI se questionnait sur leur légalité. S. Tsuru (1993), *Japan's Capitalism: Defeat and Beyond*, Cambridge, Cambridge University Press, pp. 100-1; C. Johnson (1982), *op. cit.*, p. 232.

exclut l'État de l'aménagement de son schéma de croissance économique. Au Japon, l'État est l'agent principal autour duquel gravite le système économique; en d'autres mots, il est le médiateur et le catalyseur des forces économiques nationales et le marché, dans sa forme autorégulatrice, est exclu de la rationalité économique.

*L'exclusion historique du marché de la rationalité économique*

La relation particulière entre l'État et l'économie a été clairement définie après la Restauration de Meiji, en grande partie par la volonté des oligarques d'établir les fondations sociales et politiques du *fukoku kyohei* et d'unifier le pays derrière cet objectif. A cet égard, le commerce et l'industrie ont été considérés comme des outils au service de la puissance économique et militaire. L'époque de « Meiji, écrit Abbad, valorise pleinement les activités commerciales et industrielles en les assimilant au service national et impérial. Le gain et le profit sont subordonnés à la grandeur et à l'indépendance du Japon. Complémentaires, ils se justifient ».<sup>134</sup>

Comme le fait remarquer Polanyi, « l'histoire économique révèle que (...) le marché a été la conséquence d'une intervention consciente et souvent violente de l'État, qui a imposé l'organisation du marché à la société pour des fins non économiques »<sup>135</sup>. La Restauration est probablement l'exemple le plus frappant de cette imposition du marché à une nation toute entière. Dans cette relation unique entre l'État et l'économie, celle-ci devient un instrument de la puissance nationale. Polanyi examine cependant l'histoire du monde européen et nous constatons que le Japon n'a pas vécu, par le caractère tardif de son industrialisation, la grande période libérale d'autorégulation du marché au 19<sup>ème</sup> siècle. Le marché au Japon ne s'est jamais « désocialisé », il ne s'est pas transformé et recréé en tant que sphère autonome de la société politique et civile comme cela s'est produit pour les pays européens. L'émergence d'un marché autonome ne s'est jamais produit, « il a été construit à travers l'exercice de la puissance politique et étatique », pour reprendre les mots de Friedland et Robertson, et cet exercice se poursuit toujours.<sup>136</sup> Le développement économique au Japon ne se formule pas sous l'influence de l'antagonisme entre la logique de l'interventionnisme étatique et celle de l'autorégulation du marché, mais s'oriente plutôt vers une gestion commune de l'intérêt national.

Après 1945, les politiques économiques ont toujours cherché à empêcher une forme d'autorégulation de s'implanter durablement, ou du moins pourrait-on dire, de la garder à l'écart des grandes décisions des entreprises et de l'État.<sup>137</sup> Autrement dit, les liens entre l'État et la société ont été reconstruit après le départ des Américains dans le but de donner une rationalité *extra économique* au système économique. Un groupe d'étude mis en place par le Premier Ministre Masayoshi

<sup>134</sup> F. Abbad (1992), *L'histoire du Japon 1868-1945*, Paris, Armand Colin, p. 24.

<sup>135</sup> K. Polanyi (1983 [1944]), *La Grande Transformation*, Paris, Gallimard, p. 321.

<sup>136</sup> R. Friedland & A. F. Robertson (1990), « Beyond the Marketplace », in R. Friedland & A. F. Robertson (dir), *Beyond the Marketplace: Rethinking Economy and Society*, New York, Aldine de Gruyter, p. 7.

<sup>137</sup> M. H. J. Maarten Van der Berg (1995), « Culture as Ideology in the Conquest of Modernity: The Historical Roots of Japan's Regional Regulation Strategies », *Review of International Political Economy*, vol. 2, no. 3, été, pp. 375 & 389.

Ohira (1978-1980) en vue de conseiller le cabinet sur la gestion de l'économie, écrit dans son rapport :

« The Japanese economy relies on “collegial groups” (*nakama shudan*) that are based on various relationships created within and between companies (...). In Japan, along with buyers and sellers (...), the government too is a member of this group, and the government does not have an adversary relationship with other participants in the market. Japan's administrative guidance (*gyosei shido*) – by now so internationally well-known that it is included in some English dictionaries – functions extremely efficiently ». <sup>138</sup>

La problématique de la relation entre l'État et l'économie ne se présente pas au Japon dans la même perspective qu'en Occident. La dichotomie européenne entre l'État et l'économie suppose au préalable un État fort et une société faible, ou vice versa, selon le niveau de développement atteint. Au Japon, cette dichotomie n'existe pas et comme nous allons le voir, la rationalité de l'économie japonaise ne possède pas les mêmes fondations normatives que la rationalité économique européenne ou américaine.

#### *Rationalité de l'économie japonaise*

La distinction traditionnelle entre la sphère privée et la sphère publique ou entre l'intérêt particulier et l'intérêt national est absente de la rationalité économique japonaise. Au sein de l'économie, l'intérêt particulier fait partie intégrante de l'intérêt national. Selon Shinichi Yamamuro, il n'y a pas d'autres façons de l'envisager; le groupe, les relations hiérarchiques patriarcales dans les entreprises et la structure du système d'éducation sont tous des institutions sociales où le privé rejoint le public au service de l'intérêt national. <sup>139</sup>

Par exemple, sous les pressions américaines, le MITI a cherché, dans les années quatre-vingt, à dérégulariser le secteur de la vente au détail depuis toujours étroitement contrôlé par le gouvernement. <sup>140</sup> Au lieu de créer une nouvelle législation ou de modifier celle déjà existante dans l'esprit des revendications américaines, le MITI a délégué aux petits marchands et aux grandes chaînes de magasin le soin de décider entre eux comment et où se fera l'expansion des grandes surfaces dans les villes et les quartiers. Le MITI a transféré son autorité sur ce secteur, mais en y annexant ses « directives administratives » présentées selon la formule de « coexistence et coprosperité » qui date des années trente. Selon cette formule – fondée sur l'idée d'harmonie entre les forces économiques de la nation – ce ne sont pas les magasins les plus efficaces et les plus rentables qui doivent survivre, mais autant les grandes chaînes que les petits magasins de quartier selon des ententes informelles entre les deux groupes et la communauté dans laquelle le magasin à grande surface veut s'implanter. L'intérêt public est confondu à l'intérêt privé, mais toujours dans la perspective de garantir l'intérêt national, dans ce cas, menacé par l'arrivée des grandes chaînes étrangères. Ce contrôle se fera dorénavant au sein de la communauté et non dans les bureaux du MITI. Ce dernier a pu ainsi présenter aux Américains ce transfert d'autorité comme un effort concret de

<sup>138</sup> Cité dans : K. B. Pyle (1996), *op. cit.*, pp. 52-3.

<sup>139</sup> S. Yamamuro (1990), « Le concept de privé-public », in Y. Higuchi & C. Sauter (dir), *L'État et l'individu au Japon*, Paris, Éditions de l'EHESS, pp. 31-43.

<sup>140</sup> Par le biais de la Loi sur les magasins à grande surface.

dérégulariser un secteur de l'économie traditionnellement fermé aux entreprises étrangères. Par l'absence de lois, le privé et le public se confondent et il est impossible de les dissocier, mais la loyauté à l'intérêt national subsiste toujours.<sup>141</sup>

Selon Murakami, il n'est pas requis que le processus d'industrialisation soit fondé sur la philosophie de l'individualisme. Il y a en effet une autre alternative: « le chemin du collectivisme où la puissance du système politique est utilisée pour diriger la totalité de la société vers l'industrialisation ». Le collectivisme familial (i.e. la famille), axe principal de la modernisation, a été réimaginé par l'État et les entreprises pour répondre aux défis économiques de chaque époque.<sup>142</sup> L'économiste Michio Morishima propose l'idée selon laquelle la modernisation est basée sur un confucianisme typiquement japonais, dans lequel l'individu joue un rôle secondaire. Selon lui, « en dépit du succès économique du Japon après la guerre, les perspectives d'un individualisme et d'un libéralisme florissants y sont encore très lointaines ». <sup>143</sup> La rationalité de l'économie ne se trouve plus dans la poursuite « libérale » de l'intérêt individuel de bien-être matériel, mais dans la puissance économique de la nation. La rationalité économique n'est pas naturelle, elle est une question « d'ingénierie sociale »; elle est construite dans une relation de synergie et d'harmonie entre l'État, les firmes et les travailleurs.

#### *Les trois dimensions de la rationalité économique*

On peut discerner trois dimensions « industrielles » dans la rationalité de l'économie japonaise: stratégique, structurelle et productive.

Une première dimension considère l'économie à un niveau stratégique: d'une part, l'intervention humaine dans les rouages de l'économie est légitime et nécessaire puisque l'économie est une construction artificielle et un objet « d'ingénierie sociale ». D'autre part, l'économie a une raison d'être qui n'est pas réductible à la simple consommation ou à la recherche du profit; cette raison lui est extérieure, c'est-à-dire qu'elle n'appartient pas au consommateur ou à l'entreprise – malgré le fait que leur comportement peut être rationnel – mais doit être au service de la puissance globale du pays.

Cette conception « artificielle » de l'économie n'est pas étrangère à l'imposition par le gouvernement Meiji d'un système capitaliste dans le but exprès d'assurer l'indépendance et la puissance du Japon. Durant les années de guerre, cette logique a été poussée à son maximum pour soutenir les exigences militaires du régime. Après 1945, cette dimension de la rationalité a été réintégrée aux politiques publiques de reconstruction, de promotion des exportations et pour faire face à la

<sup>141</sup> F. K. Upham (1996), « Retail Convergence: The Structural Impediments Initiatives and the Regulation of the Japanese Retail Industry », in S. Berger & R. Dore (dir), *National Diversity and Global Capitalism*, Ithaca, Cornell University Press, pp. 286-91. En avril 1999 la Loi sur les magasins à grande surface a été abolie. Le contexte économique avait considérablement changé et le Japon était entré dans une phase importante de déréglementation. En retour, le MITI a encouragé les préfectures à créer leurs propres lois en matière d'expansion des magasins à grande surface, fondées cette fois-ci sur des considérations environnementales par exemple. C. F. Bergstern, T. Ito & M. Noland (2001), *No More Bashing: Building a New Japan-United States Economic Relationship*, Washington D. C., Institute for International Economics, p. 137.

<sup>142</sup> T. Morris-Suzuki (1989), *op. cit.*, p. 186.

<sup>143</sup> M. Morishima (1987 [1982]), *op. cit.*, p. 38.

libéralisation des échanges. Encore aujourd'hui, à l'ère de la mondialisation, la croyance se perpétue que le Japon requiert, non pas moins d'interventionnisme, mais un nouvel interventionnisme en synergie avec les réalités économiques du 21<sup>ème</sup> siècle.

Ainsi, deux économistes du MITI écrivent que la bureaucratie fait preuve d'une « fatigue institutionnelle » depuis la fin de la Guerre froide et qu'une « nouvelle identité » doit être octroyée au gouvernement pour qu'il puisse mettre en place des politiques publiques visant la « création d'un nouveau système socio-économique japonais pour le 21<sup>ème</sup> siècle ». La « complémentarité » des institutions étatiques et privées (firmes, universités, ministères, syndicats, etc.) a été, selon eux, la source de la réussite du Japon depuis 1945. La réaffirmation actuelle de cette complémentarité ne signifie pas le retrait de l'État dans son sens néolibéral, mais de nouveaux mécanismes institutionnels pour accentuer « l'efficacité » du système économique dans son entier.<sup>144</sup> Ces deux auteurs représentent un groupe important d'économistes, politiciens, journalistes et politologues qui refusent l'idée d'une convergence du Japon vers le modèle anglo-saxon de libre-entreprise. Les pratiques économiques nationales sont souvent le résultat d'une imbrication des pratiques occidentales et japonaises: pourquoi alors les modifier si elles ont été, dit-on, si efficaces?<sup>145</sup> Comme le suggèrent les deux économistes du MITI, il s'agit d'offrir aux institutions économiques traditionnelles une identité représentative de l'économie nouvelle fondée sur les technologies industrielles.

Une deuxième dimension porte sur l'organisation structurelle de l'économie ou, plus précisément, sur l'organisation de la compétition entre les firmes nationales. L'idée pivot de cette dimension est le rejet de la conceptualisation du profit comme une fin en soi ou comme fin ultime de l'activité commerciale. Une simple déduction soutient la validité de cette idée: si les activités des firmes étaient fondées sur la recherche du profit, elles n'auraient jamais le potentiel d'investir dans des secteurs industriels qui ne seraient pas profitables immédiatement, donc de faire évoluer la structure industrielle vers des secteurs à la fine pointe de la technologie. L'idée de rejet du profit n'est pas réservée à l'après-guerre et aux efforts de reconstruction, mais représente une longue tradition influencée par le confucianisme des *samurai* qui, après 1868, sont devenus d'importants fonctionnaires ou hommes d'affaires.<sup>146</sup> Eiichi Shibusawa, le « père du capitalisme japonais », a toujours défendu l'idée selon laquelle le profit n'est pas un vice, mais qu'il ne devrait jamais être considéré comme un objectif pour accroître sa richesse personnelle, mais plutôt celle du pays. L'altruisme et le patriotisme qu'il défendait

<sup>144</sup> Y. Ichiryo & Y. Hosoya (1998), « Complementarity between the Government and the Market Place » Research Institute of Trade and Industry, Tokyo. En ligne: <http://www.meti.go.jp/>

<sup>145</sup> K. Yamamoto (1997), « The Japanese Political Economy after the “Bubble”: Plus Ça Change? », *Journal of Japanese Studies*, vol. 23, no. 2, p. 298.

<sup>146</sup> Dans la pensée économique de l'ère Tokugawa, la recherche délibérée du profit était quelque chose de mal vue. Le profit devait être la conséquence d'une gestion honnête – presque d'un dévouement à autrui – de ses affaires personnelles. A l'époque, l'économie était considérée d'une façon statique avec peu d'importance portée à la croissance économique comme telle. L. Greenfeld (2001), *op. cit.*, pp. 324-5.

ont fait de lui l'un des principaux opposants de l'individualisme et du concept de la main invisible comme sources de prospérité nationale.<sup>147</sup>

Au lieu de répondre au problème du manque d'investissement par la voie de la nationalisation et des compagnies publiques, l'État a choisi d'intervenir dans le fonctionnement de l'économie dans le but d'encourager l'investissement, l'innovation technologique et la conquête des parts de marché, créant ainsi un système industriel dans lequel le profit comme outil d'évaluation des performances d'une firme a été remplacé par une évaluation basée sur l'expansion des parts de marché.

Les *keiretsu* ont joué un rôle central dans cette dimension de la rationalité économique par leur structure interne basée sur les participations croisées, leur banque(s) principale(s), et le développement d'un ensemble industriel formé de plusieurs centaines d'entreprises. Murakami peut ainsi définir la firme japonaise en ces mots: « the (...) firm in the major postwar industries was a community-like organization that aimed at eternal expansion. In terms of economic performance, the Japanese firm sought to maximize its market share ».<sup>148</sup> Dans la même veine, le directeur de l'Agence de recouvrement des mauvaises créances a expliqué la nature de la crise bancaire comme étant la conséquence d'une « poursuite inlassable du profit » par les banques, lesquelles « ont oublié leur rôle, leurs responsabilités et leur place dans l'économie nationale ».<sup>149</sup> Enfin, pour l'économiste Takamitsu Sawa, « l'intégrisme du marché » et la « poursuite du gain personnel » sont les raisons majeures des problèmes actuels du Japon, et la réforme du système économique exige moins des efforts de dérégulation néolibérale que l'implantation de nouveaux modèles de justice et d'équité compatibles avec la mondialisation.<sup>150</sup> Dans tous les cas, l'intérêt public subordonne l'intérêt des consommateurs, des entreprises ou des actionnaires aux impératifs nationaux de puissance économique.<sup>151</sup>

Une troisième dimension de la rationalité économique est fondée sur l'idée d'un système national de production caractérisé par la promotion de l'investissement et de la production industrielle au détriment de la consommation.

Dès la Restauration de Meiji, les oligarques ont associé à l'objectif du *fukoku kyohei* (« pays prospère, armée puissante ») la politique économique du *shokusan*

<sup>147</sup> Shibusawa quitta ses fonctions dans le gouvernement en 1873 pour se lancer dans les affaires parce qu'il croyait que la vieille classe marchande n'avait pas les capacités morales pour participer à la modernisation du pays. Il créa les premières corporations industrielles et participa, par son statut de banquier, à la fondation de plus de 500 entreprises. B. K. Marshall (1967), *Capitalism and Nationalism in Prewar Japan: The Ideology of the Business Elite, 1868-1941*, Stanford, Stanford University Press, pp. 3, 10, 34-5; L. Frédéric (1996), *op. cit.*, pp. 986-7.

<sup>148</sup> Y. Murakami (1987), *op. cit.*, p. 42.

<sup>149</sup> K. Nakabo (2001), « Japan's Homework for the 21st Century », *Japan Quarterly*, vol. 48, no. 1, janvier-mars, p. 6.

<sup>150</sup> T. Sawa (2001), « A Possible Third Way for Japan », *Japan Times*, 1<sup>er</sup> janvier.

<sup>151</sup> Le rejet du profit se fait aussi en parallèle au rejet de l'individu comme unité de base à l'analyse économique et à l'établissement d'une éthique sociale du travail fondée sur l'intérêt public. Cette dernière idée a été développée par les économistes de la *Showa Research Association* qui voulaient favoriser une meilleure collaboration entre les politiques publiques et les entreprises en remplaçant le profit par une éthique favorisant la participation volontaire de la société dans la création d'entreprises compétitives.



*kogyo* (« promotion de la production ») visant à donner une base industrielle au pays. L'historien de l'économie, Tsutomu Takeda, écrit à ce sujet:

« The goal of the Meiji Government was to form a unified country (...) and to achieve economic autonomy in the face of hostile powers. The reform of the mode of production into capitalism and the launching of arms production that were to be realized in the name of *fokoku kyohei* and *banpo taiji* [standing against all countries] were implemented by the *shokusan kogyo* policy ». <sup>152</sup>

La politique de la priorité à la production a été reformulée après 1945 en prenant en considération le fait que le gouvernement ne pouvait plus dicter aux entreprises les quantités et les types de biens à produire, comme c'était le cas lors de la « mobilisation des forces du production » pendant les années de guerre. L'interventionnisme de l'État dans la production s'est fait sentir rapidement et fortement dans les secteurs de l'énergie, du charbon et de l'acier, puis, après le départ des forces d'occupation, cet interventionnisme a été étendu aux autres secteurs de l'économie au fur et à mesure que la bureaucratie améliorait son expertise dans ce domaine et développait de nouveaux outils administratifs pour accélérer la croissance du pays. <sup>153</sup> De plusieurs façons, la politique de la priorité à la production a laissé une marque indélébile sur le Japon contemporain: premièrement, la promotion de la production était basée sur le postulat que le pays deviendrait dans les années à venir une économie moderne et dynamique caractérisée par des salaires élevés, une production industrielle de biens d'équipement et de consommation à forte teneur technologique et des exportations de produits sophistiqués. L'innovation technologique et la hausse de la productivité devaient donc jouer un rôle central dans l'évolution industrielle du pays. Deuxièmement, cette politique jetait les fondations d'un système de planification économique étatique à long terme de la structure industrielle au détriment du jeu des forces du marché. Troisièmement, elle montrait la fiabilité d'un interventionnisme basé sur les « directives administratives » au lieu d'une nationalisation à grandes échelles des entreprises privées. <sup>154</sup>

L'économiste Ichiro Nakayama, alors qu'il travaillait aux « quartiers généraux de la productivité », a élaboré les trois principes du « mouvement de la productivité », lesquels ont joué un rôle prédominant dans le succès économique du Japon depuis les années cinquante. <sup>155</sup> Ces trois principes encadrent la politique de

<sup>152</sup> Cité dans: R. J. Samuels (1994), *op. cit.*, p. 37.

<sup>153</sup> Dès octobre 1945 le gouvernement met en place un programme d'expansion de la production du charbon et de l'acier dans le but d'arrêter la baisse continue et rapide de la production industrielle. C'est à Hiromi Arisawa que revient l'idée d'une politique d'expansion de la production et qui est devenue par la suite un élément clef de la politique de la priorité à la production des années cinquante à soixante-dix. Arisawa s'est inspiré du modèle de reproduction marxiste et l'analyse de Wassily Leontief sur les « *input-output* » inter-industriels. Le gouvernement a mis en place après 1945, avec l'aide des Américains, un système complexe d'allocation des ressources vers les industries les plus essentielles à la reconstruction économique puis à la croissance rapide de l'économie. M. Sumiya *et al.* (2000 [1994]), *op. cit.*, pp. 193-95.

<sup>154</sup> L. E. Hein (1990), *Fueling Growth: The Energy Revolution and Economic Policy in Postwar Japan*, Cambridge, Harvard University Press, pp. 7-8; B. Gao (1997), *op. cit.*, p. 130.

<sup>155</sup> Avec l'assistance des États-Unis, le gouvernement a mis en place, dans les années cinquante, les « quartiers généraux de la productivité » (QGP), lesquels ont largement participé au développement, à la promotion et à l'institutionnalisation de méthodes de gestion modernes et originelles pour le secteur privé comme par exemple l'emploi à vie ou le salaire selon l'ancienneté. Les QGP, une agence du MITI, réunissait des représentants des entreprises,

la priorité à la production et sont, selon Nakayama, la route la plus fiable et la plus rapide pour atteindre « l'autosuffisance et la puissance économiques » dans le cadre de l'ouverture à l'économie internationale.<sup>156</sup> Ces trois principes sont les suivants:

La raison ultime de la promotion de la productivité est la hausse de l'emploi. Les firmes et le gouvernement doivent faire tout leur possible pour éviter le chômage.

Les dirigeants du secteur privé, selon les conditions internes à chaque firme, doivent consulter les employés dans leurs efforts d'augmenter la productivité.

- Les bénéfices de la productivité doivent être redistribués équitablement entre la firme et ses employés.

Dans cette politique la consommation n'est pas en soi un objectif, mais le résultat ou l'effet secondaire de la réussite du double mouvement de la production et de la productivité. Selon Nakayama, « the productivity movement would not have any reason to be supported, unless it proved empirically that its achievement will fit not only the interest of the managers and capitalists but also the interest of labor and the general public ».<sup>157</sup>

Finalement, un obstacle majeur aux objectifs du gouvernement en matière de coordination de la production était la Loi antimonopole imposée par les Américains après la guerre. Pour plusieurs, elle avait perdu sa raison d'être puisqu'il apparaissait beaucoup plus important de coordonner l'investissement dans la production et de créer de très grandes entreprises compétitives sur le marché mondial que de voir à l'établissement du laissez-faire.<sup>158</sup> Comme le fait remarquer Yutaka Kosai, le gouvernement a donné prédominance à la politique industrielle sur la Loi antimonopole afin de permettre l'établissement d'une structure industrielle optimale.<sup>159</sup> Dans la même veine, la Loi antimonopole, écrit Yamamuro, était à l'époque considérée comme une loi permettant la « poursuite sauvage de l'intérêt privé » et fut alors éclipsée par les exigences nationalistes du système de production.<sup>160</sup> Enfin, selon Kosai, un équilibre a été atteint entre la Loi antimonopole et la politique industrielle dans la mesure où l'objectif ultime de celle-ci était d'assurer la compétitivité des firmes nationales dans le monde, et non pas une cartellisation complète de l'économie japonaise.<sup>161</sup>

---

syndicats, médias, de la bureaucratie et du milieu académique. La raison d'être des QGP était l'amélioration des relations entre les firmes et leurs employés, mais ils ont joué aussi un rôle important dans la promotion de nouvelles méthodes de gestion et de production et la promotion de nouvelles technologies. B. Gao (1997), *op. cit.*, pp. 187-8; C. Johnson (1982), *op. cit.*, p. 79.

<sup>156</sup> L. E. Hein (1990), *op. cit.*, pp. 15-16.

<sup>157</sup> *Ibidem.*

<sup>158</sup> Cette opinion a été formulée par le Conseil en charge de l'application de la Loi antimonopole sur lequel siégeait Nakayama. C. Johnson (1982), *op. cit.*, p. 226.

<sup>159</sup> Y. Kosai (1996), « Competition and Competition Policy in Japan: Foreign Pressures and Domestic Institutions », in S. Berger & R. Dore (dir), *op. cit.*, pp. 202-6.

<sup>160</sup> S. Yamamuro (1990), *loc. cit.*, p. 30.

<sup>161</sup> Y. Kosai (1996), *op. cit.*, pp. 204-5.

## LE PARTICULARISME DE LA PENSÉE ÉCONOMIQUE JAPONAISE AU DÉBUT DU 21<sup>ème</sup> SIÈCLE

Nous terminerons ce texte, premièrement, par un examen de la pensée économique du Japon en ce début de 21<sup>ème</sup> siècle: comment celle-ci aborde la question du particularisme et de la diversité en relation avec le phénomène de la mondialisation et la question de la convergence des systèmes économiques nationaux, et deuxièmement, par une présentation des problèmes auxquels l'État japonais fait face aujourd'hui dans la redéfinition de son rôle comme catalyseur des idées économiques.

### 1. Le particularisme économique à l'ère de la mondialisation

Pour les économistes qui rejettent l'hypothèse de la convergence vers le modèle anglo-saxon du libéralisme, le problème majeur auquel ils font face est le vide théorique qu'ils doivent combler pour analyser les transformations internes du Japon depuis la fin de la Guerre froide. Yamamura explique que l'économie japonaise « post-bulle » ne peut être expliquée selon la théorie néoclassique, laquelle est trop « déconnectée » de la réalité pour expliquer les transformations économiques ailleurs dans le monde.

En fait, la pensée économique japonaise fait face au même problème que List dans sa théorie du système national d'économie politique. Qu'arrive-t-il lorsqu'une nation retardataire devient la seconde puissance économique mondiale, sinon la première dans plusieurs secteurs de l'économie? List, supposant que les nations étaient dans « une concurrence jamais stabilisée », admettait aussi, implicitement, qu'il était possible d'atteindre « un point d'équilibre », lequel signifiait à toute fin « l'arrêt du progrès technique ».<sup>162</sup>

Ce questionnement a toujours été évité jusque dans les années quatre-vingt-dix, par le fait que le particularisme de l'économie japonaise reposait sur son caractère retardataire et sur ses caractéristiques culturelles intrinsèques. L'économie japonaise était unique parce que le Japon l'était lui-même.<sup>163</sup>

Depuis une décennie, un changement important a été amorcé. Le particularisme japonais est considéré dans le cadre d'une diversité de systèmes économiques et non plus strictement selon ses caractéristiques intrinsèques. L'essor de cette nouvelle perspective est lié à plusieurs facteurs: la croissance rapide des pays

---

<sup>162</sup> E. Todd (1998), « Préface » au livre de F. List, *Système national d'économie politique*, Paris, Gallimard, pp. 24-5.

<sup>163</sup> Voir à ce sujet: K. Tominaga (1995), « Modernization and Gemeinschaft Capitalism in East Asia », *Japan Review of International Affairs*, hiver, p. 54.

asiatiques qui imitent dans une large part l'expérience *développementaliste* du Japon, un régionalisme dans lequel le Japon n'est plus un spectateur attentif, mais un acteur profondément impliqué, et l'explosion de la « bulle » financière, la stagnation économique et la désindustrialisation des années quatre-vingt-dix, lesquelles remettent en question plusieurs institutions étatiques et commerciales de l'après-guerre.

La reconnaissance d'une diversité économique, voire d'une diversité de libéralismes, fait en sorte que le Japon n'est plus unique dans le sens qu'il est différent du reste du monde, mais plutôt dans le sens d'un système économique – une construction historique – dans un monde où la diversité est la norme. La convergence et l'homogénéisation du système japonais avec celui des États-Unis n'est pas inévitable, il est même préférable de respecter les acquis historiques – les points forts – du *développementalisme* et de le rendre plus efficace et productif en respectant les obligations internationales du pays.<sup>164</sup>

Dans la même veine, Ichiryu et Hosoya écrivent « that many different economic and social systems are possible in Japan's future, and that a large number of option are also available to the Japanese people ». <sup>165</sup> L'introduction d'une certaine dose d'autorégulation dans l'économie ne doit pas se faire, selon eux, dans le sens d'un retrait de l'État, mais plutôt dans le sens d'une « complémentarité » entre l'intervention étatique et les forces du marché.<sup>166</sup> Pour Keishi Saeki, l'État doit protéger, à l'ère de la mondialisation, la « prospérité de l'économie nationale » et contrer les effets négatifs de la mondialisation, notamment, les flux de capitaux d'un pays à l'autre dans l'optique que les capitaux privés ont toujours une origine nationale. Il écrit : « we find that beneath the surface of the globalization game, where the intuition of international investors rules, nations continue to vie one another for economic power to enhance their own national interest ». La mondialisation est une « confrontation » entre « les forces de l'universalisme et du particularisme », où chaque système national s'ajuste aux impératifs de la mondialisation selon ses propres caractéristiques culturelles et historiques.<sup>167</sup> Ichiro Ozawa, chef du Parti Libéral et l'un des politiciens les plus en vue des années quatre-vingt-dix, résume bien la nature et la direction que prend le Japon à l'heure actuelle en disant : « we have to change in order to remain the same ». <sup>168</sup>

Sakakibara répond négativement à la question de la convergence des systèmes économiques. Il écrit :

« Does globalization imply, for instance, that a universal model of uniform set of rules (...) will eventually spread to all parts of the world and that the world will

<sup>164</sup> T. Hirota (1998), « Reform of Japan's Socio-Economic System and the Theory of National Systems of Innovation », *Kanzai University Review of Economics and Business*, vol. 26, no. 2, mars, pp. 51-2 & 67-9.

<sup>165</sup> Y. Ichiryu & Y. Hosoya (1998), *loc. cit.*, p. 2.

<sup>166</sup> *Idem.*, p. 16.

<sup>167</sup> K. Saeki (1998), « Behind the Trend Toward Globalism », *Japan Review of International Affairs*, vol. 12, no. 3, automne, pp. 168-71 [notre traduction]. Un discours qui rappelle celui des penseurs de l'ère Meiji lorsque ceux-ci affirmaient que le Japon ne doit pas intégralement suivre l'Occident capitaliste, mais plutôt particulariser le système capitaliste pour qu'il s'ajuste au contexte local.

<sup>168</sup> Cité dans : K. B Pyle (1996), *op. cit.*, p. 148.

become homogeneous, both economically and culturally? Definitely not. (...) The key concept here is not universality, but diversity and interaction ».<sup>169</sup>

Le marché parfait n'existe pas. La réalité montre qu'il y a différents types d'économie de marché dont l'évolution est marquée par l'environnement historique et institutionnel dans lequel prennent place les activités des agents économiques et des autorités publiques. Dans sa critique de l'universalisme mythique du modèle walrasien d'économie de marché, Sakakibara écrit: « We should honestly recognize the existence of plural economic systems and analyse their origin, evolution (historical development), comparative merits and demerits, and the possibility of economic gains from diversity ».<sup>170</sup> A la suite de la typologie de Michel Albert,<sup>171</sup> Sakakibara greffe le modèle japonais (ou est-asiatique) aux modèles néo-américain et rhénan de l'auteur français. Le Japon possède une « économie de marché non capitaliste », ou bien, si on accepte une « pluralité de capitalisme(s) », nous pourrions parler plus simplement d'un « capitalisme japonais » dont la caractéristique principale est la présence d'une économie mixte, c'est-à-dire, selon Sakakibara, une symbiose des secteurs privé et public.<sup>172</sup>

Le sociologue Kenichi Tominaga va encore plus loin et parle d'un 21<sup>ème</sup> siècle marqué par une confrontation Est-Ouest, non pas entre le communisme et le capitalisme, mais entre, d'une part, le capitalisme oriental fondé sur la communauté et dont l'élément catalyseur est une « libération de la pauvreté » et, d'autre part, le capitalisme occidental fondé sur l'individualisme et une « libération de la religion ».<sup>173</sup>

L'économiste Naohiro Yashiro, de l'Université Sophia à Tokyo, croit que le système économique américain représente des « mini standards globaux » essentiellement parce qu'ils se sont développés dans le cadre d'un marché libre et qu'ils sont en conséquence plus faciles à internationaliser. Pour le Japon, dérégulariser l'économie peut être positif comme le montre, selon lui, la baisse des disparités socio-économiques dans les années quatre-vingt-dix, et ce, malgré la mondialisation des activités des grandes firmes japonaises. Les problèmes du Japon sont d'un ordre différent de ceux des États-Unis, comme par exemple le rétrécissement à long terme de la force de travail, qui placera les employés dans une position de force vis-à-vis de la direction des entreprises.<sup>174</sup> Dans tous les cas,

<sup>169</sup> E. Sakakibara (1997), « Globalization and Diversity », in L. Emmerij (dir), *Economic and Social Development into the XXI Century*, Washington D. C., Inter-American Development Bank, p. 42.

<sup>170</sup> *Idem*, p. 44.

<sup>171</sup> M. Albert (1991), *Capitalisme contre capitalisme*, Paris, Éditions du Seuil.

<sup>172</sup> E. Sakakibara (1993), *op. cit.*, les chapitres 1 & 2. Selon l'auteur, les capitalismes japonais et anglo-saxon sont différents dans la mesure où la classe capitaliste du premier a disparu après 1945 avec la dissolution des *zaibatsu* et les purges faites par les forces d'occupation. La société repose dorénavant sur le principe de la « souveraineté de l'employé » modifiant complètement les relations à l'intérieur des firmes (caractérisées par des relations familiales), entre les firmes et entre celles-ci et le secteur public.

<sup>173</sup> K. Tominaga (1995), *loc. cit.*, pp. 54-6.

<sup>174</sup> N. Yashiro (1998), « Globalization and the Japanese Economy: The Challenge and the Prospect », *Japan Review of International Affairs*, vol. 12, no. 3, automne, pp. 180-3. Au sujet de la baisse des disparités socio-économiques, l'auteur est dans l'erreur. Depuis une décennie, les disparités ont considérablement augmenté et le Japon n'est plus un modèle d'égalité sociale. A ce sujet voir: B. Gao (2001), *Japan's Economic Dilemma: The Institutional Origins of Prosperity and Stagnation*, Cambridge, Cambridge University Press. Aussi, selon l'économiste Takamitsu Sawa, dans les médias japonais les commentaires sont très nombreux sur la nature essentiellement

selon Sakakibara, les politiques publiques récentes du gouvernement sont trop souvent faites sous l'impulsion des pressions américaines, lesquelles sont peu « sensibles » aux « réalités systémiques » de l'archipel, et mettent en question l'intégrité de la nation.<sup>175</sup>

Selon Murakami, le système international est « polymorphique » (plusieurs « phases », plusieurs « facettes »). Autrement dit, chaque système d'économie nationale est différent et aucun n'est supérieur à l'autre.<sup>176</sup> Le Japon n'est pas anormal, il n'a pas à devenir normal comme plusieurs le soutiennent. Il progresse et évolue. Le *développementalisme* est un système d'économie politique suivi par tous les pays en voie de développement, avec plus ou moins de succès, et il n'est donc pas unique au Japon. Pour sa part, ce dernier a dépassé le stade du *développementalisme* et a atteint celui du « libéralisme polymorphique ». Celui-ci est fondé, non pas sur l'idée d'une convergence vers le modèle anglo-saxon de libéralisme, mais sur l'idée que jamais les systèmes économiques n'ont atteint le même niveau de développement technologique. L'équilibre statique de la théorie néoclassique n'est jamais atteint. Le Japon doit donc développer une « nouvelle forme de libéralisme économique » par l'abandon de certaines caractéristiques du *développementalisme* et le maintien d'autres, uniques au Japon, inimitables ailleurs, mais conformes aux exigences d'une économie ouverte.<sup>177</sup>

Finalement, Hirotsu Nohara poursuit son analyse du « capitalisme relationnel » japonais dans la même veine que Murakami. Il admet que certaines institutions sont un frein à l'efficacité économique et qu'elles doivent être réformées, mais le capitalisme de marché ne devrait pas être la voie à suivre. Il écrit:

« Foncièrement industrialiste en dépit de la tertiarisation de son économie, le capitalisme japonais a besoin de sauvegarder son caractère relationnel qui permet, sur la longue durée, de capitaliser dans les réseaux les compétences productives introuvables sur le marché. Il n'a donc ni intérêt à, ni la capacité d'adopter le capitalisme fondé principalement sur les jeux financiers de court terme ».<sup>178</sup>

Le capitalisme japonais est « condamné à réinventer » un nouveau type de relation entre le capital et le travail, « faute de quoi il risque de sombrer dans le déferlant modèle anglo-saxon, sans même bénéficier des avantages compétitifs de ce dernier ».<sup>179</sup>

---

américaine des « standards globaux » qui sont proposés pour réformer l'économie japonaise. Le débat se poursuit sur la valeur de ces standards et des risques que leur adoption pourrait amener pour la société comme la hausse du chômage et des inégalités sociales. T. Sawa (1999), « End of the Road for Japanese-Style Capitalism », *Japan Review of International Affairs*, vol. 13, no. 3, automne, pp. 186-90.

<sup>175</sup> Sakakibara (1993), *op. cit.*, p. 11; L. Greenfeld (2001), *op. cit.*, p. 516.

<sup>176</sup> Y. Murakami (1996), *op. cit.*, p. 261-2 [notre traduction].

<sup>177</sup> *Idem*, pp. 312 & 319 [notre traduction].

<sup>178</sup> H. Nohara (1999), « Où va le capitalisme japonais? », *Esprit*, no 253, juin, p. 162. Le capitalisme relationnel se définit par les relations entre les entreprises et leurs employés, les syndicats, les actionnaires et l'État. Comme plusieurs autres auteurs, Nohara présente la nature du capitalisme nippon par le biais des particularités internes aux firmes nationales et leurs relations avec le reste de la société.

<sup>179</sup> *Idem*, p. 163.

## 2. Le rôle de l'État à l'ère de la mondialisation

Dans les années quatre-vingt-dix, la bureaucratie japonaise a eu beaucoup de difficultés à s'ajuster, tant au niveau théorique qu'au niveau de ses politiques publiques, au contexte de la mondialisation, de la nouvelle économie et de la stagnation de l'économie nationale. Lorsque la « bulle » financière a éclaté en 1990, peu de gens au Japon et à l'extérieur du pays ont saisi la portée de l'événement et ses conséquences sur la structure de l'économie. Pendant plusieurs années, on a cru à une simple crise conjoncturelle et personne ne pensait qu'au début du 21<sup>ème</sup> siècle, la crise remettrait en question les institutions les plus solides du *développementalisme* comme le système financier, les grandes entreprises nationales ou le système de l'emploi à vie.

A ce sujet, l'expérience du MITI reflète l'état de la crise au sein de la bureaucratie. Entre les années 1985 et 1995, il y a eu un vide « théorique » majeur au sein de ce ministère. Il a été incapable de saisir la portée des nouveaux développements économiques à l'échelle mondiale sur le Japon à tel point que les entreprises ont sommé le MITI de se ressaisir, surtout avec l'approfondissement continu de la crise.<sup>180</sup>

A partir de 1995, le MITI s'est effectivement ressaisi et a été en mesure de se réformer de l'intérieur – au contraire du ministère des Finances (Mdf) – en acceptant de reconnaître, d'une part, que le Japon n'était pas dans une crise conjoncturelle, mais structurelle, et que c'est tout le système *développementaliste* qui devait être repensé. D'autre part, le MITI a ouvert la porte à de nouvelles idées en matière de régionalisme et d'ouverture commerciale qui vont à l'encontre des intérêts acquis de plusieurs secteurs économiques protégés comme l'agriculture, la finance ou les services. Le MITI a longtemps cru que la période de rattrapage économique était terminée et que le passage vers une économie post-industrielle à la tête des pays de l'OCDE se ferait sans embûches ou secousses, bref, d'une façon « naturelle ». Depuis quelques années le MITI reconnaît que le Japon n'a pas été en mesure de répondre aux défis de la mondialisation et de la nouvelle économie et qu'il s'est fait distancé par plusieurs pays. Plusieurs publications privées et publiques croyaient alors que c'était « le début de la fin pour la puissance industrielle du Japon ».<sup>181</sup> A la différence des années de la croissance rapide, le MITI reconnaît que l'évolution du modèle économique japonais n'est plus prédéterminée et qu'il n'y a plus une direction particulière à suivre. Même s'il rejette la thèse de la convergence, le MITI reconnaît que plusieurs institutions privées et publiques doivent disparaître ou bien être modifiées dans un processus de réformes qui vise à créer un nouveau modèle économique, encore mal défini, mais dans lequel on fusionne les technologies industrielles au secteur des services pour créer un modèle hybride entre le modèle du producteur (le Japon de la

---

<sup>180</sup> M. Anchoroguy (1997), « Japan at a Technological Crossroads: Does Change Support Convergence Theory? », *Journal of Japanese Studies*, vol. 23, no. 2, été, pp. 669-70. Un rapport de l'Agence de planification économique fait le même constat: APE, *Ideal Socioeconomy and Policies for Economic Rebirth*, Tokyo, juillet 1999, p. 10. Voir aussi: Y. Miyai (1999), « Reforms that Make the Ideal Economy », *Daily Yomiuri*, 27 juillet.

<sup>181</sup> M. Anchoroguy (1997), *loc. cit.*, pp. 369-70. Voir aussi: K. Uekusa (1995), « La longue maladie de l'économie japonaise », *Cahiers du Japon*, no. 66, hiver, pp. 33-38; N. Makino (1999), « Les quatre crises qui menacent le Japon », *Cahiers du Japon*, no. 80, été, pp. 15-17.

croissance rapide) et le modèle du consommateur ou des services (les États-Unis d'aujourd'hui). Le MITI cherche à créer une troisième voie, comme l'a été le *développementalisme*, en mesure, moins de sortir le pays de la récession – cela se fera tôt ou tard – que de garantir la prospérité et la puissance économiques du pays dans les années à venir.<sup>182</sup>

Pour terminer, il faut noter que la crise économique au Japon se poursuit dans le cadre d'une lutte de pouvoir entre la bureaucratie, le PLD et le gouvernement pour le contrôle du processus décisionnel en matière de politiques économiques et financières. Les deux premiers cherchent à maintenir leur autorité, laquelle, depuis un peu moins de dix ans, est de plus en plus remise en question par l'exécutif et la Diète. Pour la première fois, un Premier Ministre, Junichiro Koizumi, prend position dans cette lutte au pouvoir contre la bureaucratie et le PLD et cherche moins le compromis qu'une hausse de son autorité en matière financière et fiscale. La mise en place d'organes de décision et de réflexion économiques liés au Bureau du Premier Ministre permet pour la première fois, sur une large base et d'une façon non exceptionnelle, d'inclure dans le processus décisionnel des économistes universitaires et de centres de recherche privés. Un phénomène nouveau dans la mesure où la bureaucratie ne peut plus filtrer aussi étroitement qu'avant les influences extérieures.<sup>183</sup> La question est alors la suivante: est-ce que ce transfert d'autorité de la bureaucratie et du PLD vers les élus et des organismes relevant de l'exécutif va permettre à l'État de demeurer un catalyseur des idées économiques ou de devenir un simple consommateur d'idées liées aux intérêts des groupes les plus puissants dans la société, mettant ainsi de côté l'expérience et l'expertise développées au sein de la bureaucratie depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale?

---

<sup>182</sup> B. Gao (2001), *op. cit.*, p. 268.

<sup>183</sup> La réforme de l'administration centrale de janvier 2001 a réussi à « casser » le pouvoir du MdF en transférant une partie de ses pouvoirs de réglementation à une nouvelle Agence financière. En 1998, le MdF avait aussi perdu son autorité sur la Banque centrale. L'autorité économique du Bureau du Premier Ministre a été renforcée avec la prise en charge par celui-ci de l'Agence de planification économique et par la création d'une commission pour la réforme administrative, d'un conseil pour les politiques publiques en science et technologie et d'un conseil sur la politique économique et fiscale (ces trois derniers organismes sont dirigés par un ministre d'État). Le MITI a été épargné, en grande partie parce qu'il avait réussi une réforme interne et été en mesure d'offrir de nouvelles idées pour la réforme de l'économie et en matière de politique commerciale.



## CONCLUSION

Depuis quelques années un mouvement d'affirmation nationaliste fait sentir sa présence au sein de la classe politique. L'objet de ce mouvement est moins une redéfinition du rôle et de la place du Japon dans l'après-guerre froide qu'une réaction à la mondialisation et aux difficultés économiques du pays. Le Japon s'est lancé dans la quête d'une nouvelle identité qui se traduit, par exemple, en donnant un statut officiel à des symboles « nationalistes » comme le « Hinomaru » et le « Kimigayo » (le drapeau et l'hymne national) ou en mettant en place une commission chargée de réviser la constitution. Cette commission ne cherche pas à saisir « la contribution du Japon à la communauté globale », mais à amender la constitution pour qu'elle puisse participer et refléter la recherche d'une nouvelle identité japonaise.<sup>184</sup>

La direction que prendra le Japon est difficile à cerner. Dans tout les cas il n'y a aucune raison de craindre un retour du nationalisme militaire des années trente et quarante, mais du moins, la nouvelle quête d'identité sera marquée par la volonté de donner un sens nationaliste – toujours pacifiste et commercial – aux changements internes dont le Japon fait l'expérience présentement. Dans cette perspective, les trois caractéristiques du nationalisme économique (pragmatisme, particularisme et puissance) vont constituer les trois axes sur lesquels l'État va jouer son rôle de catalyseur des idées économiques. Il est donc fort probable qu'un nouveau nationalisme économique prendra place au sein de la société japonaise dans les années à venir, lequel sera considérablement différent du *développementalisme* actuel, mais qui sera aussi en synergie avec les idées de puissance et de prospérité dans un monde antagoniste et hiérarchique où les États sont en concurrence les eux contre les autres. A la différence de 1868, le Japon est en mesure de puiser dans son expérience historique pour formuler un nouveau nationalisme économique. En d'autres mots, il a entre les mains un manuel d'instruction, ce qui n'était pas le cas au 19<sup>ème</sup> siècle. Mais encore, à la différence de 1868, le système politique et économique japonais est caractérisé par l'absence d'objectifs nationaux à long terme. Un fait nouveau et intrigant. La nouvelle identité du Japon reste encore à définir.

---

<sup>184</sup> Voir au sujet de la constitution: T. Saeki (2001), « Amendment Is Just a Grand Illusion », *Japan Quarterly*, vol. 48, no. 4, octobre-décembre, pp. 72-79.